

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 114

15 janvier 2015

### SOMMAIRE

AL Securitisation Limited .....	5437	Inmet Finance Company Sàrl .....	5460
Consulting, Management and Trade (CMT) S.A. ....	5427	Itau Active Asset Allocation Funds .....	5434
Corussant S.A. ....	5431	La Parfumerie S.à r.l. ....	5472
Cybernet International s.à r.l. ....	5430	Lava Participations S.A. ....	5467
Dalipse S.A. ....	5429	Le 32 Immo Sàrl .....	5472
Delphi International Holdings S.à r.l. ....	5428	Leeverg Luxembourg S.A. ....	5472
Delphi International Operations Luxem- bourg S.à r.l. ....	5428	LSF6 Lux Investments I S. à r.l. ....	5452
Delta Lloyd Real Estate Management Company S.à r.l. ....	5432	Luxembourg IMIL Sàrl .....	5433
Design Concept S.A. ....	5431	<b>LUXEMBOURG INTERNATIONAL</b>	
Diamarys S.à r.l. ....	5429	<b>HOLDING S.A., société de gestion de pa-</b>	
Digital Wrap S.à r.l. ....	5431	<b>trimoine familial</b> .....	5432
DILSO Two S.à r.l. ....	5430	LVS II Lux XVII S.à r.l. ....	5433
Discovery Offshore S.à r.l. ....	5428	LVS II Lux XVI S.à r.l. ....	5433
Disney CIS Holdings S.à r.l. ....	5427	LVS II Lux XXI S.à r.l. ....	5472
Dolphin Overseas S.à r.l. ....	5427	LVS II Lux XX S.à r.l. ....	5433
Dolphin Overseas S.à r.l. ....	5427	Marsh & McLennan Companies Holdings (Luxembourg) S.à r.l. ....	5467
DVPWEB Sàrl .....	5430	Pierre Finanz Luxembourg S.A.-SPF .....	5470
DWM Securitizations S.A. ....	5430	Sam HWA Steel S.A. ....	5426
Eaglestone Infracventus Holdings S.A. ....	5432	Sevic Systems Luxembourg S.A. ....	5426
Eastern Property Investment S.C.A. ....	5427	Sidec S.A. ....	5426
Elf Investment .....	5429	Société de Développement et de Finance- ment Holding S.A., SPF .....	5426
Elite's Exclusive Collection .....	5431	Strategy Sicav .....	5426
Enventure Partners Luxco .....	5429	V.D.O. Maritiem A.G. ....	5471
HBC Luxembourg Finance Company S.à r.l. ....	5455	Wood International Holding S.A. ....	5437

**Sevic Systems Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 99.575.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2014202026/10.

(140226091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

---

**Sidec S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 89.285.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Référence de publication: 2014202030/10.

(140225746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

---

**Société de Développement et de Financement Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 26.179.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE FINANCEMENT HOLDING S.A., SPF

Référence de publication: 2014202040/11.

(140225994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

---

**Strategy Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 46.458.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Strategy Sicav (en liquidation)*

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014202054/11.

(140225769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

---

**Sam HWA Steel S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3235 Bettembourg, Krakelshaff.  
R.C.S. Luxembourg B 97.172.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014202012/12.

(140225961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

---

**Dolphin Overseas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2361 Strassen, 5, rue des Primeurs.

R.C.S. Luxembourg B 153.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014203116/10.

(140227338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Dolphin Overseas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2361 Strassen, 5, rue des Primeurs.

R.C.S. Luxembourg B 153.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014203117/10.

(140227339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Disney CIS Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 55, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 163.416.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 19 septembre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Esch/Alzette, le 20 octobre 2014.

Référence de publication: 2014203115/11.

(140227106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Eastern Property Investment S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 116.715.

Les comptes annuels du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014203135/11.

(140226548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Consulting, Management and Trade (CMT) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 70.366.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/12/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl  
Luxembourg

Référence de publication: 2014203096/12.

(140226824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Discovery Offshore S.à r.l., Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 158.318.

Il résulte que la Société a pris acte en date du 18 décembre 2014:

- de la démission de Monsieur Stephen M. Butz en tant que gérant de la Société avec effet au 18 décembre 2014;

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la Société est composé comme suit:

- M. Yves Wagner;
- M. James W. Noe;
- M. Joost Anton Mees.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Discovery Offshore S.à r.l.

Joost Anton Mees

Manager

Référence de publication: 2014203114/17.

(140226408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Delphi International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-4940 Bascharage, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 148.369.

---

**EXTRAIT**

Il a été décidé en date du 12 décembre 2014:

(i) De prendre connaissance de la démission de M. Jean-Michel PAUMIER de son poste de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 12 décembre 2014;

(ii) D'approuver la nomination de M. Christophe MOULIN, né le 23 janvier 1977 à Toulouse, France, avec adresse professionnelle à Avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet au 12 décembre 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2014203110/18.

(140226649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Delphi International Operations Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 123.200.050,00.**

Siège social: L-4940 Bascharage, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 99.207.

---

**EXTRAIT**

En date du 12 décembre 2014, l'associé de la Société, Delphi International S.à r.l., a approuvé la démission de M. Jean-Michel PAUMIER de son poste de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 12 décembre 2014.

Il en résulte que le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- M. Bradley Allan SPIEGEL, gérant de catégorie A;
- Mme Isabelle Marthe Odette VAGNE, gérant de catégorie A;
- M. Christophe MOULIN, gérant de catégorie B; et
- M. Vincent FAGARD, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2014203111/19.

(140226651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Diamarys S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.  
R.C.S. Luxembourg B 169.160.

Le Bilan au 31.12.2013 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203126/9.

(140226958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**Enventure Partners Luxco, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 10, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 168.939.

The annual accounts as at 31 December 2013 and its notes are deposit at the trade register of Luxembourg

**Suit la traduction française de ce qui précède**

Le bilan au 31 décembre 2013 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203143/11.

(140227231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**Elf Investment, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 145.853.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2014203136/13.

(140227056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**Dalipse S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 119.273.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Luxembourg le 15 décembre 2014*

- Remplacement de Monsieur Michel Lenoir et Monsieur François Lanners en tant qu'administrateur par Madame Isabelle Schul, employée, résidant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal et Monsieur Alain Renard, administrateur de sociétés, résidant à L-8321 Olm, 17, rue Einsenhower. Les mandats des nouveaux Administrateurs viendront à échéance lors de l'assemblée générale de 2018.

- Remplacement du commissaire à savoir Fin-Contrôle S.A. par la société Fiscoges, société à responsabilité limitée, avec siège social à L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B-174.051. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée générale de 2018.

Il est pris acte de la nouvelle adresse de l'Administrateur M. Eric Lemaire-Sicre, demeurant professionnellement au 41, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Certifié sincère et exact

DALIPSE

*Le Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2014203121/21.

(140226920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**DVPWEB Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5751 Frisange, 28, rue Robert Schuman.  
R.C.S. Luxembourg B 108.447.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014203131/10.

(140226749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**Cybernet International s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.  
R.C.S. Luxembourg B 124.762.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014203108/10.

(140226512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**DWM Securitizations S.A., Société Anonyme de Titrisation.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 116.608.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 décembre 2014*

1. La liquidation de la société DWM Securitizations S.A. (en liquidation) est clôturée.
2. Les livres et documents sociaux sont déposés à l'adresse 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, et y seront conservés pendant cinq ans au moins.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203132/14.

(140226420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**DILSO Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.  
R.C.S. Luxembourg B 157.682.

**EXTRAIT**

Suite à une cession de parts sociales en date du 17 décembre 2014, il résulte que l'actionnariat de la Société est désormais composé comme suit:

Associé	Nombre de parts sociales
Nogra Group S.A. 18, Avenue de la Porte Neuve L-2227 Luxembourg RCS Luxembourg B 161735 .....	10.000.000

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Xavier Mangiullo  
Gérant

Référence de publication: 2014203128/20.

(140226683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**Digital Wrap S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 178.633.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014203127/9.

(140227146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Corussant S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 138.890.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CORUSSANT S.A.  
Société Anonyme  
Signatures

Référence de publication: 2014203100/12.

(140226365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Design Concept S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4531 Oberkorn, 178, avenue Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 44.528.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire du 27.11.2014 que G.T. Fiduciaires S.A., ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, est nommée commissaire aux comptes de la société pour une durée de six ans, en remplacement de G.T. Experts Comptables S.à r.l., démissionnaire.

Les mandats des administrateurs et de l'administrateur-délégué sont prolongés et prendront fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

G.T. Experts Comptables S.à r.l.  
Luxembourg

Référence de publication: 2014203124/16.

(140227261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Elite's Exclusive Collection, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 134.050.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 décembre 2014*

En date du 16 décembre 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler le mandat de Deloitte Audit, 560 Rue de Neudorf, 2220 Luxembourg en qualité de Réviseur d'Entreprises agréé jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire prévue en 2015 qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme  
*Pour Elite's Exclusive Collection*  
Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014203138/17.

(140227045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Eaglestone Infraventus Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 168.182.

En date du 11 décembre 2014, les actionnaires de la Société ont pris acte des décisions suivantes:

- Démission de Monsieur Nigel Purse de son poste d'administrateur A avec effet au 1<sup>er</sup> août 2014;
- Reclassification de Monsieur Robert Strietzel au poste d'administrateur A avec effet au 1<sup>er</sup> août 2014 et pour une période illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Michael Watrin  
Administrateur B

Référence de publication: 2014203134/14.

(140226694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**LUXEMBOURG INTERNATIONAL HOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 13.169.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Pour: LUXEMBOURG INTERNATIONAL HOLDING S.A.

Société de gestion de patrimoine familial  
Société anonyme  
Experta Luxembourg  
Société anonyme

Référence de publication: 2014203391/16.

(140227225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**Delta Lloyd Real Estate Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 112.210.

*Auszug aus dem Übertragungsvertrag vom 17. Dezember 2014*

Aus dem Übertragungsvertrag vom 17.12.2014 zwischen (i) der Delta Lloyd Deutschland AG, einer Aktiengesellschaft unter deutschem Recht mit Sitz in Abraham-Lincoln-Park 1, 65189 Wiesbaden, Deutschland, eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Wiesbaden unter der Nummer HRB 12644, (ii) der Delta Lloyd N.V., eine naamloze vennootschap unter dem Recht der Niederlande mit Sitz in Amstelplein 6, 1096 BC Amsterdam, Niederlande, eingetragen beim Handelsregister der Kamer van Koophandel von Amsterdam unter der Nummer 33121461 und (iii) der Delta Lloyd Anlagemanagement GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter deutschem Recht mit Sitz in Abraham-Lincoln-Park 1, 65189 Wiesbaden, Deutschland, eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Wiesbaden unter der Nummer HRB 10157 geht hervor, dass:

- die Delta Lloyd N.V. von der Delta Lloyd Deutschland AG sieben (7) Anteile an der Gesellschaft übernommen hat;
- die Delta Lloyd Anlagemanagement GmbH von der Delta Lloyd Deutschland AG einen (1) Anteil übernommen hat und

- damit die Delta Lloyd Deutschland AG noch 117 Anteile an der Gesellschaft hält.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 18. Dezember 2014.

Für die Gesellschaft  
Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2014203112/24.

(140226301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.



**Luxembourg IMIL Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 141.207.

J'ai le regret de vous remettre, par la présente, ma démission en tant que gérant de votre société, avec effet immédiat.  
Luxembourg, le 26 Novembre 2014. Arnold Spruit.

Référence de publication: 2014203338/9.

(140226383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**LVS II Lux XVI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 186.476.

—  
EXTRAIT

En date du 11 décembre 2014 l'associé unique de la Société a décidé avec effet au 11 décembre 2014 de nommer Monsieur Paul Lawrence, avec adresse professionnelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant B de la Société.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

*Pour LVS II Lux XVI S.à r.l.*

Référence de publication: 2014203413/15.

(140226441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**LVS II Lux XVII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 186.474.

—  
EXTRAIT

En date du 11 décembre 2014 l'associé unique de la Société a décidé avec effet au 11 décembre 2014 de nommer Monsieur Paul Lawrence, avec adresse professionnelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant B de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

*Pour LVS II Lux XVII S.à r.l.*

Référence de publication: 2014203414/15.

(140226443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**LVS II Lux XX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand Rue.  
R.C.S. Luxembourg B 191.745.

—  
EXTRAIT

En date du 11 décembre 2014 l'associé unique de la Société a décidé avec effet au 11 décembre 2014 de nommer Monsieur Paul Lawrence, avec adresse professionnelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant B de la Société.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

*Pour LVS II Lux XX S.à r.l.*

Référence de publication: 2014203415/15.

(140226440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Itaú Active Asset Allocation Funds, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 151.002.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh day of the month of November.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of Itaú Active Asset Allocation Funds (the "Company"), a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, having its registered office at 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 151.002), incorporated pursuant to a notarial deed of 27 January 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 355 on 18 February 2010. The articles of incorporation have not been amended since.

The Meeting was opened with Mrs Louise Chiappalone, employee, professionally residing in Luxembourg, as chairman, who appointed as secretary Mr Jean-Baptiste Simba, employee, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Michaele Joachim, employee, professionally residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. As all the shareholders are registered shareholders the Meeting has been convened by convening notice setting forth the agenda of the meeting and mailed by registered mail to the shareholders on November 13, 2014.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and by the undersigned notary, the said list as well as the proxies will be annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. The quorum required by law which is at least fifty percent of the capital is represented in order to vote about the proposed amendments to the articles which are indicated in the agenda and that the resolutions have to be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes cast at the Meeting.

IV. It appears from the attendance list that out of 6,892,066 shares in circulation, 6,331,377 shares are present or represented at the present Meeting.

V. That the Meeting is therefore duly constituted and can validly deliberate on the following agenda:

1. Amendment of Article 4 "Purpose" of the articles of incorporation of the Company (the "Articles of Incorporation") so as to read as follows:

"The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other financial assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 13 February 2007 on specialised investment funds (the "2007 Law") and under the law of 12 July 2013 on Alternative Investment Fund Manager (the "2013 Law").";

2. Adaptation of Article 11 "Calculation of Net Asset Value per Share" to the legal requirements and to the rules set out in the offering document of the Company;

3. Adaptation of Article 12 "Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares" to the legal requirements and to the rules set out in the offering document of the Company;

4. Amendment of Article 17 "Delegation of Power and appointment of Investment Manager" in order (i) to insert the possibility for the board of directors of the Company to confer special powers of attorney, (ii) to appoint an external AIFM which has the possibility to delegate certain tasks to specialised service providers and (iii) to remove the provisions in relation to the investment manager and subsequent renaming of such Article 17 in "Delegation of Powers and appointment of AIFM";

5. Insertion of a new Article 18 "Delegation of Investment Management" in order to provide the AIFM with the possibility to delegate the investment management to any Luxembourg or foreign company subject to the overall control and ultimate responsibility of the AIFM and renumbering of the subsequent articles of the Articles of Incorporation as well as all the references to them;

6. Amendment of the new Article 20 "Conflict of Interest" in order to introduce the AIFM and in order to rename the custodian into depositary;

7. Clarification in the new Article 22 "Auditors" that the auditors shall also fulfil all duties prescribed by the 2013 Law;

8. Adjustment of the new Article 28 "Depositary" to the requirements of the 2013 Law;

9. Insertion of a reference to the 2013 Law in the new Article 33 "Applicable Law.";

## 10. Miscellaneous

After deliberation, the Meeting took unanimously the following resolutions:

### *First resolution*

The Meeting decides to amend the second paragraph of Article 4 “Purpose” to reflect the compliance of the Company with the 2013 Law. The Article shall now read as follows:

“ **Art. 4. Purpose.** The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other financial assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 13 February 2007 on specialised investment funds (the “2007 Law”) and under the law of 12 July 2013 on Alternative Investment Fund Manager (the “2013 Law”).”

### *Second resolution*

The Meeting decides to adapt Article 11 “Calculation of Net Asset Value per Share” to the legal requirements and to the rules set out in the offering document of the Company as follows:

(a) amendment of the first paragraph of Article 11 so as to read as follows:

“The net asset value per share of each class of shares within each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant class or Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each class of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any such Valuation Day, by the total number of shares in the relevant class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant reference currency as the board of directors shall determine. If, since the time of determination of the net asset value per share on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

(b) insertion of an additional paragraph following the first paragraph which shall read as follows:

“All subscription, redemption and conversion requests shall be treated on the basis of this second valuation.”

(c) insertion of an additional sentence after the second paragraph in point I. (g) which shall read as follows:

“Hard to value assets will be valued in accordance with this section.”

(d) amendment of point II. 3) which shall read as follows:

“3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, alternative investment fund manager (the “AIFM”) fees, management fees including incentive fees, depositary fees, and corporate agents’ fees);”

(e) amendment of point II. 6) which shall read as follows:

“6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its AIFM, investment manager and adviser, including performance fees, fees and expenses payable to its auditors and accountants, depositary and its correspondents, domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the directors (if any) and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any Governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing offering documents, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.”

### *Third resolution*

The Meeting decides to adapt Article 12 “Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares” to the legal requirements and to the rules set out in the offering document of the Company

1. by amending the first paragraph as follows:

“With respect to each class of shares, the net asset value per share and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company,

at least once a year or at a higher frequency determined by the board of directors and set out in the offering document, such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

2. by amending point g) as follows:

"any period when the market of a currency or any security as UCI in which a substantial portion of the assets of the Company is denominated is closed other than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted;"

3. by amending the last paragraph of point h) as follows:

"Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value per share in the relevant Sub-Fund, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension."

#### *Fourth resolution*

The Meeting decides to amend Article 17 "Delegation of Power and appointment of Investment Manager" in order (i) to insert the possibility for the board of directors of the Company to confer special powers of attorney, (ii) to appoint an external AIFM which has the possibility to delegate certain tasks to specialised service providers and (iii) to remove the provisions in relation to the investment manager and to rename such Article 17 in "Delegation of Powers and appointment of AIFM". The Article 17 shall now read as follows:

**" Art. 17. Delegation of Power and appointment of AIFM.** The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The board of directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

The board of directors appoints an external AIFM within the meaning of the 2013 Law.

The AIFM may delegate certain administrative, distribution and investment management functions to specialised service providers in consideration of the provisions of the 2013 Law."

#### *Fifth resolution*

The Meeting decides to insert a new Article 18 "Delegation of Investment Management" in order to provide the AIFM with the possibility to delegate the investment management to any Luxembourg or foreign company subject to the overall control and ultimate responsibility of the AIFM and to renumber the subsequent articles of the Articles of Incorporation as well as all the references to them. The new Article 18 shall now read as follows:

**" Art. 18. Delegation of Investment Management.** The AIFM may delegate the investment management to any Luxembourg or foreign company subject to the overall control and ultimate responsibility of the AIFM (the "Investment Manager"). The Investment Manager shall manage the investment and reinvestment of the assets of the Sub-Funds in accordance with the Sub-Fund's investment policy, under the overall responsibility of the AIFM. The investment management agreement shall contain the rules governing the modification or expiration of such contract(s) which are otherwise concluded for an unlimited period."

#### *Sixth resolution*

The Meeting decides to amend the third paragraph of the new Article 20 "Conflicts of Interest" in order to introduce the AIFM and to rename the custodian into depositary so as to read as follows:

"The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the AIFM, the investment manager, the depositary or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion."

#### *Seventh resolution*

The Meeting decides to introduce a clarification in the second paragraph of the new Article 22 "Auditors" so as to read as follows:

"The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law and the 2013 Law."

#### *Eighth resolution*

The Meeting decides to adjust the new Article 28 "Depositary" to the requirements of the 2013 Law so as to read as follows:

**" Art. 28. Depositary.** To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector (herein referred to as the "depositary").

The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law and the 2013 Law.

If the depositary desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor depositary within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the depositary but shall not remove the depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.”

*Ninth resolution*

The Meeting decides to insert in the new Article 33 “Applicable Law” a reference to the 2013 Law as applicable to the Articles of Incorporation so as to read as follows:

“ **Art. 33. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 10 August 1915, the 2007 Law and the 2013 Law, as such laws have been or may be amended from time to time.”

There being no further business, the Meeting is terminated.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Signé: L. CHIAPPALONE, J.-B. SIMBA, M. JOACHIM et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1<sup>er</sup> décembre 2014. Relation: LAC/2014/56829. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Référence de publication: 2014201690/186.

(140225227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

**Wood International Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8218 Mamer, 2A, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 123.160.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Référence de publication: 2014203744/11.

(140226681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**AL Securitisation Limited, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 13.146,14.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 183.949.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-first day of November.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) Cabot Square Capital Nominee Ltd., a limited liability company, incorporated and existing under the laws of England and Wales, registered with the Companies House under number 4766358, having its registered office at One Connaught Place, London, W2 2ET, United Kingdom (“Cabot Square Capital Nominee”),

duly represented by M. Stéphane Joly-Meunier, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; and

2) Cabot Square Capital Nominee II Ltd., a limited liability company, incorporated and existing under the laws of England and Wales, registered with Companies House under number 9227396, having its registered office at One Connaught Place, London, W2 2ET, United Kingdom (“Cabot Square Capital Nominee II”),

duly represented by M. Stéphane Joly-Meunier, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

3) Eurofun, Lda., a company existing under the laws of Portugal, whose registered office is at Rua do Mirante 3, 2635-033 Rio de Mouro, Portugal, registered with the Portuguese Tax Authorities under number 508003245 (“Eurofun”),

duly represented by M. Stéphane Joly-Meunier, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 20 November 2014 in Lisbon.

The proxies, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing parties are all the shareholders (the "Shareholders") of AL Securitisation Limited, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 183949, incorporated on 7 January 2014 pursuant to a deed of Maître Carlo Wersandt, aforementioned, published with the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations on 21 March 2014 under number 739 (the "Company").

The Shareholders then reviewed the following agenda (the "Agenda"):

*Agenda*

1. Stock split of the Company's shares, by splitting the share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) currently consisting of twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each, into a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), consisting of one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares having a nominal value of one cent (EUR 0.01) each;

2. Creation of two (2) different classes of shares and conversion of one million two hundred and forty-nine thousand nine hundred (1,249,900) ordinary shares into one million two hundred and forty-nine thousand nine hundred (1,249,900) class A shares and one hundred (100) ordinary shares into one hundred (100) class C shares;

3. Increase of the Company's share capital by an amount of six hundred forty-six euro and fourteen cent (EUR 646.14), in order to bring it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) up to a new amount of thirteen thousand one hundred forty-six euro and fourteen cent (EUR 13,146.14);

4. Full restatement of the Company's Articles; and

5. Miscellaneous.

Further to the review of the different items composing the Agenda, the Shareholders, representing the entire share capital of the Company, requested the notary to act the following resolution:

*First resolution*

The Shareholders resolve to proceed with a stock split of the Company's share capital, by splitting the share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) currently consisting of twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one Euro (EUR 1) each, into a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), consisting of one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each.

*Second resolution*

The Shareholders resolve to create two (2) different classes of shares, the class A shares and the class C shares, each class having a par value of one cent (EUR 0.01).

Each share of each class shall entitle its holder to one vote at a general meeting of shareholders of the Company and to such further rights as set forth by law and in the Company's Articles, as amended pursuant to the third resolution below.

The Shareholders further resolve to convert:

1. one million two hundred and forty-nine thousand nine hundred (1,249,900) shares having a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, into one million two hundred and forty-nine thousand nine hundred (1,249,900) class A shares out of which (i) one million two hundred and forty-nine thousand eight hundred (1,249,800) class A shares are held by Cabot Square Capital Nominee and (ii) one hundred (100) class A shares are held by Cabot Square Capital Nominee II; and

2. one hundred (100) shares having a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, into one hundred (100) class C shares which shall all be allocated to Eurofun.

*Third resolution*

The Shareholders resolve to increase the Company's share capital by an amount of six hundred forty-six euro and fourteen cent (EUR 646.14), in order to bring it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) up to a new amount of thirteen thousand one hundred forty-six euro and fourteen cent (EUR 13,146.14), through the issuance of sixty-four thousand six hundred and fourteen (64,614) new shares having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each.

All of the sixty-four thousand six hundred and fourteen (64,614) newly issued shares have been subscribed by the Shareholders in the proportion described below at a total price of six hundred forty-six euro and fourteen cent (EUR 646.14).

*Subscription and payment*

All the new shares have been subscribed by the Cabot Square Capital Nominee and Eurofun, both here represented as aforementioned, which have subscribed sixty-four thousand six hundred and fourteen (64,614) new shares with a par



value of one euro cent (EUR 0.01) each at an aggregate subscription price of six hundred forty-six euro and fourteen cent (EUR 646.14) to be allocated to the share capital of the Company in the following proportion:

(i) Cabot Square Capital Nominee has subscribed for fifty thousand one hundred (50,100) new class A shares having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each and at an aggregate subscription price of five hundred one euro (EUR 501) to be allocated to the share capital of the Company; and

(ii) Eurofun has subscribed for fourteen thousand five hundred and fourteen (14,514) new class C shares having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each and at an aggregate subscription price of one hundred forty-five euro and fourteen cent (EUR 145.14) to be allocated to the share capital of the Company.

Cabot Square Capital Nominee II has expressly waived its right to participate to the share capital increase.

Total: six hundred forty-six euro and fourteen cent (EUR 646.14) paid for sixty-four thousand six hundred and fourteen (64,614) new shares.

All the new shares have been entirely paid-in in cash, so that the amount of six hundred forty-six euro and fourteen cent (EUR 646.14) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Fourth resolution*

The Shareholders resolve to fully restate the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

### **A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name AL Securitisation Limited (hereinafter the "Company") which shall have the status of a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the law of 22 March 2004 on securitisation (the "Securitisation Law") and shall be subject to and governed by the Securitisation Law, the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Law"), and by any agreement among shareholders as well as by the present Articles.

#### **Art. 2. Purpose.**

2.1 The exclusive purpose of the Company is to enter into one or more securitisation transactions within the meaning of the Securitisation Law and the Company may, in this context, assume risks, existing or future, relating to the holding of assets, whether movable or immovable, tangible or intangible, as well as risks resulting from the obligations assumed by third parties or relating to all or part of the activities of third parties, in one or more transactions or on a continuous basis. The Company may assume those risks by acquiring the assets, guaranteeing the obligations or by committing itself in any other way. It may also transfer, to the extent permitted by law and these Articles, dispose of the claims and other assets it holds, whether existing or future, in one or more transactions or on a continuous basis.

2.2 The Company may, in this same context, acquire, dispose and invest in loans, stocks, bonds, debentures, obligations, notes, advances, Shares, warrants and other securities. The Company may grant pledges, other guarantees or security interests of any kind to Luxembourg or foreign entities and enter into securities lending activity on an ancillary basis.

2.3 The Company may open one or several compartments in accordance with Article 8 (Compartments) of these Articles.

2.4 The Company may perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil and develop its purpose, as well as, all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above. The assets of the Company may only be assigned in accordance with the terms of the securities issued to finance the acquisition of such assets.

#### **Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

#### **Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

## B. Share capital - Shares - Compartments

### Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at thirteen thousand one hundred and forty six euro and fourteen cents (EUR 13,146.14), represented by one million three hundred thousand (1,300,000) A Shares, and fourteen thousand six hundred and fourteen (14,614) C Shares, with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

5.3 The Company may redeem its own Shares.

### Art. 6. Shares

6.1 The Shares of the Company are in registered form.

6.2 The Company may have one or several Shareholders, with a maximum of forty (40) Shareholders.

6.3 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the Shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

### Art. 7. Register of Shares - Transfer of Shares.

7.1 A register of Shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Companies Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 No Shares shall be transferred to any person except:

- i. pursuant to the provisions of any agreement that may be in place from time to time between Shareholders;
- ii. and which, in case of a transfer of Shares to a third party, shall, as long as the Company has more than one Shareholder, be subject to the prior approval by Shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company, which approval shall not be unreasonably withheld.

7.4 Any transfer of Shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

### Art. 8. Compartments.

8.1 The board of managers of the Company may create one or more compartments within the Company (the "Compartment" or the "Compartments"). Each Compartment shall, unless otherwise provided for in the resolution of the board of managers creating such Compartment, correspond to a distinct part of its assets and liabilities. The resolution of the board of managers creating one or more Compartments within the Company, as well as any subsequent amendments thereto, shall be binding as of the date of such resolution against any third party. Irrespective of any compartments created, A Shares and C Shares will always rank parri passu.

8.2 As between Shareholders and creditors, each Compartment of the Company shall be treated as a separate entity. Rights of Shareholders and creditors of the Company that (i) have, when coming into existence, been designated as relating to a Compartment or (ii) have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a Compartment are, except if otherwise provided for in the resolution of the board of managers having created the relevant Compartment, strictly limited to the assets of that Compartment and which shall be exclusively available to satisfy such Shareholders and creditors. Creditors and Shareholders of the Company whose rights are not related to a specific Compartment of the Company shall have no rights to the assets of any such Compartment.

8.3 Unless otherwise provided for in the resolution of the board of managers of the Company having created such Compartment, no resolution of the board of managers of the Company may be taken to amend the resolution having created such Compartment or to take any other decision directly affecting the rights of the Shareholders or creditors whose rights relate to such Compartment without the prior approval of all Shareholders or creditors whose rights relate to this Compartment. Any decision of the board of managers taken in breach of this provision shall be void.

8.4 Each Compartment of the Company may be separately liquidated without such liquidation resulting in the liquidation of another Compartment or of the Company itself.

8.5 The Company may issue securities whose value or yield is linked to specific Compartments, assets or risks, or whose repayment is subject to the repayment of other instruments, certain claims or certain categories of Shares.

## C. Decisions of the shareholders

### Art. 9. Collective decisions of the Shareholders.

9.1 The general meeting of Shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these Articles.

9.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of Shares which he owns.



9.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) Shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of Shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

9.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of Shareholders under the provisions of section XII of the Companies Law and by these Articles. In such case, any reference made herein to the “general meeting of Shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of Shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

#### **Art. 10. General meetings of Shareholders.**

10.1 Meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

10.2 The holders of Shares of the Company relating to a specific Compartment of the Company may, at any time, hold general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Compartment.

10.3 The holders of Shares of the Company relating to the other Compartments of the Company or the holders of Shares relating to the Company and not related to a specific Compartment of the Company may attend, but shall not be entitled to vote at such general meetings.

10.4 Unless otherwise provided herein, the provisions of Article 9 (Collective decisions of the Shareholders - Decisions of the sole shareholder) shall apply mutatis mutandis to such meetings.

#### **Art. 11. Quorum and vote.**

11.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds Shares.

11.2 Save for a higher majority provided in these Articles or by law, collective decisions of the Company’s Shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by Shareholders holding more than half of the share capital.

**Art. 12. Change of nationality.** The Shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 13. Amendments of the Articles.** Any amendment of the Articles requires the approval of (i) a majority of Shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least and (iii) the Investor Consent.

#### **Art. 14. Special consent matters.**

14.1 Notwithstanding any other provision of these Articles, no Realisation shall take place without prior Investor Consent.

14.2 No resolution of the general meeting of Shareholders of the Company regarding the following actions shall be approved without the express approval of the holders of a majority of the A Shares:

- i. grant, issue, or create any Shares, any interest in any Shares or any option or other right to subscribe for Shares;
- ii. increase the issued share capital, consolidate, subdivide or convert any Shares of the Company or in any way alter the rights attaching to any class of Shares of the Company;
- iii. change its company name, registered office, auditors or its accounting reference date or replace its company secretary;
- iv. approve the statutory accounts of the Company;
- v. declare or pay any dividend;
- vi. remove or appoint auditors of the Company;
- vii. make any alteration to the Articles of the Company;
- viii. pass or propose any resolution to place the Company in voluntary liquidation or administration or receivership or any analogous procedures or to cease business;
- ix. appoint or remove a director of the Company;
- x. agree to do any of the matters referred to above in this Article 14.

### **D. Management**

#### **Art. 15. Composition and powers of the board of managers, appointment and removal.**

15.1 The Company shall be managed by a board of managers composed of at least one Class A Manager appointed by a resolution of the general meeting of Shareholders upon nomination by the holders of a majority of the A Shares. The holders of a majority of the A Shares shall, at any time, be entitled to nominate by notice in writing to the Company a candidate for appointment or replacement of a Class A Manager.

15.2 The managers may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the Shareholders.

**Art. 16. Powers of the board of managers.**

16.1 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Companies Law or by these Articles to the general meeting of Shareholders.

**Art. 17. Convening meetings of the board of managers.**

17.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

17.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

17.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

**Art. 18. Conduct of meetings of the board of managers.**

18.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

18.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

18.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

18.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

18.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers, including at least one Class A and one Class B manager, are present or represented at a meeting of the board of managers.

18.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting, including of at least one Class A and one Class B manager. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

18.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

**Art. 19. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.**

19.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

19.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

**Art. 20. Dealing with third parties.** The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers, provided however that in the event the general meeting of Shareholders has appointed different classes of managers (namely Class A managers and Class B managers), the Company will be validly bound by the joint signatures of one Class A manager and one Class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

**E. Audit**

**Art. 21 Auditor(s).** The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises) appointed by the Shareholders and remunerated by the Company.

The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the Companies Law and the Securitisation Law.

## F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

**Art. 22. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

### **Art. 23. Annual accounts and allocation of profits.**

23.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

23.2 On separate accounts (in addition of the accounts held by the Company in accordance with the Companies Law and normal accounting practice), the Company shall determine at the end of each financial year, a result for each Compartment which will be determined as follows:

23.3 The result of each Compartment will consist in the balance of all income, profits or other receipts paid or due in any other manner in relation to the relevant Compartment (including capital gains, liquidation surplus and dividends distribution) and the amount of the expenses, losses taxes and other transfers of funds incurred by the Company during this exercise and which can regularly and reasonably be attributed to the management, operation of such Compartment (including fees, costs, corporate income tax on capital gain and expenses relating to dividend distribution).

23.4 All income and expenses not attributed to any specific Compartment shall be allocated to all the Company's Compartments on a pro rata basis of the securities issued in each Compartment.

23.5 The shareholder(s) will approve such separate accounts simultaneously with the accounts held by the Company in accordance with the Companies Law and normal practice. The eventual excess of the total of the credits on the total of the debits on each of these accounts shall be distributed as dividends to the Shares of the corresponding Compartment in accordance with the Securitisation Law.

23.6 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

23.7 The remainder of the annual net profits shall be distributed as dividends to the Shareholders in accordance with the Securitisation Law.

### **Art. 24. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.**

24.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Companies Law or these Articles do not allow to be distributed.

24.2 The board of managers may decide to pay interim dividends to the Shares of a specific Compartment on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution in this Compartment, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits deriving from the associated Compartment since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by the Companies Law or by these Articles.

24.3 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the Shareholders subject to the provisions of the Companies Law and these Articles.

## G. Liquidation

### **Art. 25. Liquidation.**

25.1 Without prejudice to the provisions contained in Article 8 (Compartments), and subject to the authorisation of the Shareholders in a Shareholders' meeting which may be required when the Articles of the Company are to be modified, each Compartment of the Company may be put into liquidation and its securities redeemed by a decision of the board of managers of the Company.

25.2 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these Articles, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of Shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

25.3 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the Shareholders in proportion to the number of Shares of the Company held by them.

## H. Final clause - Governing law

**Art. 26. Governing law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Law and the Securitisation Law, inter partes, provisions of any shareholders agreement shall prevail.

## I. Definitions

Act the Companies Act 2006 (as may be amended from time to time).

Articles means the present articles of association of the Company.

Borrowing Agreement any agreement or deed that may be entered into by any Group Company in respect of any indebtedness from time to time, if any.

Budget the budget for the Group for each financial year.

Business unless otherwise approved by an Investor Consent: the business of the Company shall be that of the ultimate holding company of the other shareholders of the Group; and the business of the Group shall be to carry out all banking operations permitted by Portuguese law, with the exception of receiving deposits.

Class A Manager has the meaning set forth in article 15.1 of the present Articles.

Class B Manager has the meaning set forth in article 15.1 of the present Articles.

Company has the meaning set forth in article 1 of the present Articles.

Companies Law means the Luxembourg law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies, as amended.

Compartment has the meaning set forth in article 8 of the present Articles.

Encumbrance any mortgage, pledge, lien, charge, assignment, hypothecation, or other agreement or arrangement which has the same or a similar effect to the granting of security.

Executive means Mr. Luis Monteiro D'Aguiar and any person designated as such in any agreement between shareholders.

Group the Company, its subsidiaries and subsidiary undertakings from time to time, and references to the "Group Companies" and a "Group Company" shall be construed accordingly.

Investor Consent the written consent by the holders of more than 50 per cent in nominal value of the "A" Shares in issue from time to time.

Realisation a sale, listing or disposal of the majority of the assets of the Company.

Securitisation Law means the Luxembourg law of 22 March 2004 on securitisation.

Service Agreement means any service agreement between any Group Company and an Executive, as may be more specified by any agreement between the Shareholders.

Shares has the meaning set forth under section B of the present Articles.

Shareholder means the shareholders of the Company for the time being and from time to time and "Shareholder" shall be construed accordingly.

### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company in connection with this notarial deed are estimated at approximately EUR 2,500.-.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing persons, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing persons, the proxy-holder signed together with the notary, this original deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le vingt et un novembre.

Par-devant le soussigné Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Cabot Square Capital Nominee Ltd., une société (limited liability company) constituée et existant sous les lois de l'Angleterre et du pays de Galles, inscrite auprès du Companies House sous le numéro d'inscription 4766358, ayant son siège social au One Connaught Place, Londres, W2 2ET, Royaume-Uni («Cabot Square Capital Nominee»),

dûment représentée par Monsieur Stéphane Joly-Meunier, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé; et

2) Cabot Square Capital Nominee II Ltd., une société (limited liability company) constituée et existant sous les lois de l'Angleterre et du pays de Galles, inscrite auprès du Companies House sous le numéro d'inscription 9227396, ayant son siège social au One Connaught Place, Londres, W2 2ET, Royaume-Uni («Cabot Square Capital Nominee II»),

dûment représentée par Monsieur Stéphane Joly-Meunier, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé.

3) Eurofun, Lda., une société existant sous les lois du Portugal, ayant son siège social au Rua do Mirante 3, 2635-033 Rio de Mouro, Portugal, inscrite auprès des Autorités Fiscales Portugaises sous le numéro d'inscription 508003245 («Eurofun»),

dûment représentée par Monsieur Stéphane Joly-Meunier, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Lisbonne, le 20 novembre 2014.

Les procurations, signées ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparants sont tous les associés (les «Associés») de la société AL Securitisation Limited, une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183949, constituée le 7 janvier 2014 suivant acte reçu par Maître Carlo Wersandt, susnommé, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 739, le 21 mars 2014 (la «Société»).

Les Associés ont ensuite considéré l'ordre du jour suivant (l'«Ordre du Jour»):

#### *Ordre du jour*

1. Fractionnement des parts sociales de la Société en fractionnant le capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), actuellement composé de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, en un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), composé d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune;

2. Création de deux (2) catégories différentes de parts sociales et conversion d'un million deux cent quarante-neuf mille neuf cent (1.249.900) parts sociales ordinaires en un million deux cent quarante-neuf mille neuf cent (1.249.900) parts sociales de catégorie A et de cent (100) parts sociales ordinaires en cent (100) parts sociales de catégorie C;

3. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de six cent quarante-six euros et quatorze centimes (EUR 646,14), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à un nouveau montant de treize mille cent quarante-six euros et quatorze centimes (EUR 13.146,14);

4. Refonte complète des Statuts de la Société; et

5. Divers.

Après considération des différents points à l'Ordre du Jour, les Associés, représentant l'intégralité du capital social de la Société, ont requis le notaire soussigné de prendre acte des résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Les Associés décident de procéder au fractionnement du capital social de la Société en fractionnant le capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), composé actuellement de douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, en un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), composé d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune.

#### *Deuxième résolution*

Les Associés décident de créer deux (2) catégories différentes de parts sociales de la Société, les parts sociales de catégorie A et les parts sociales de catégorie C, chaque catégorie ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01).

Chaque part sociale de chaque catégorie confère à son titulaire un vote à toute assemblée générale des associés de la Société, ainsi que tous les droits déterminés par la 19 loi et dans les Statuts de la Société, tels que modifiés en vertu de la troisième résolution ci-dessous.

En outre, les Associés décident de convertir:

1. un million deux cent quarante-neuf mille neuf cent (1.249.900) parts sociales ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune en un million deux cent quarante-neuf mille neuf cent (1.249.900) parts sociales de catégorie A, dont (i) un million deux cent quarante-neuf mille huit cent (1.249.800) parts sociales de catégorie A sont détenues par Cabot Square Capital Nominee et (ii) cent (100) parts sociales de catégorie A sont détenues par Cabot Square Capital Nominee II; et

2. cent (100) parts sociales ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune, en cent (100) parts sociales de catégorie C, qui seront attribuées à Eurofun.

#### *Troisième résolution*

Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de six cent quarante-six euros et quatorze centimes (EUR 646,14), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à un nouveau montant de treize mille cent quarante-six euros et quatorze centimes (EUR 13.146,14), par l'émission de soixante-quatre mille six cent quatorze (64.614) nouvelles parts sociales ayant une valeur d'un cent (EUR 0.01) chacune.

L'intégralité des soixante-quatre mille six cent quatorze (64.614) nouvelles parts sociales émises ont été souscrites par les Associés dans la proportion décrite ci-dessous à un prix total de six cent quarante-six euros et quatorze centimes (EUR 646,14).

#### *Souscription et paiement*

L'intégralité des nouvelles parts sociales a été souscrite par Cabot Square Capital Nominee et Eurofun, toutes deux ici représentées comme il est dit, qui ont souscrit à soixante-quatre mille six cent quatorze (64.614) nouvelles parts sociales avec une valeur nominale d'un cent chacune (EUR 0.01) à un prix de souscription total de six cent quarante-six euros et quatorze centimes (EUR 646,14) à allouer au capital social de la Société dans la proportion suivante:

(i) Cabot Square Capital Nominee a souscrit à cinquante mille cent (50.100) nouvelles parts sociales de classe A ayant une valeur d'un cent chacune (EUR 0.01) et à un prix de souscription total de cinq cent un euros (EUR 501) à allouer au capital social de la Société; et

(ii) Eurofun a souscrit à quatorze mille cinq cent quatorze (14.514) nouvelles parts sociales de classe C avec une valeur nominale d'un cent chacune (EUR 0.01) à un prix de souscription total de cent quarante-cinq euros et quatorze centimes (EUR 145,14) à allouer au capital social de la Société.

Cabot Square Capital Nominee II a expressément renoncé à son droit de participer à l'augmentation de capital.

Total: six cent quarante-six euros et quatorze centimes (EUR 646, 14) versés pour soixante-quatre mille six cent quatorze (64.614) nouvelles parts sociales.

Toutes les nouvelles actions ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que le montant de six cent quarante-six euros et quatorze centimes (EUR 646, 14) est dès à présent disponible à la Société, comme il a été justifié au notaire soussigné.

#### *Quatrième résolution*

Les Associés décident de procéder à la refonte complète des statuts de la Société afin de leur donner la teneur suivante:

### **A. Nom - Objet - Durée - Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup>. Nom.** Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «AL Securitisation Limited» (ci-après la «Société») qui aura le statut d'une société de titrisation conformément à la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation (la «Loi sur la Titrisation») et sera régie par les dispositions de la Loi sur la Titrisation, la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée (la «Loi sur les Sociétés»), et par toute convention entre associés, ainsi que par les présents Statuts.

#### **Art. 2. Objet.**

2.1 La Société a pour objet exclusif de conclure une ou plusieurs opérations de titrisation conformément à la Loi sur la Titrisation et la Société pourra, dans ce contexte, assumer les risques, existants ou futurs, liés à la possession de biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, de même que les risques résultants d'engagements assumés par des tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers, dans une ou plusieurs opérations ou de façon régulière. La Société pourra assumer ces risques par l'acquisition de biens, l'octroi de garanties ou en s'engageant par tout autre moyen. Elle pourra aussi transférer, dans la mesure prévue par la loi et les présents Statuts, ou disposer des titres et autres biens qu'elle détient, qu'ils soient présents ou futurs, dans une ou plusieurs opérations ou de façon régulière.

2.2 La Société pourra, dans ce même contexte, acquérir, disposer et investir dans des prêts, valeurs mobilières, titres, actifs, obligations, billets à ordre, avances, Actions, bons de souscriptions et autres valeurs mobilières. La Société pourra accessoirement octroyer des gages et d'autres garanties et sûretés, de quelque nature que ce soit, à toute entité luxembourgeoise ou étrangère et conduire, de manière accessoire, des opérations de prêt de titres.

2.3 La Société pourra ouvrir un ou plusieurs compartiments conformément à l'Article 8 (Compartiments) des présents Statuts.

2.4 La Société pourra exercer tous investissements ou opérations de nature légale, commerciale, technique ou financière, et en général, toutes transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet, ainsi que toutes opérations facilitant directement ou indirectement l'accomplissement de son objet dans tous les domaines décrits ci-dessus. Les actifs de la Société pourront seulement être transférés conformément aux termes des valeurs mobilières émises pour financer l'acquisition de ces actifs.

#### **Art. 3. Durée.**

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des Associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents Statuts.

#### **Art. 4. Siège social.**

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.



4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des Associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents Statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

## **B. Capital social - Parts sociales - Compartiments**

### **Art. 5. Capital social.**

5.1 Le capital social de la Société est fixé à treize mille cent quarante-six euros et quatorze cents (EUR 13.146,14), représenté par un million trois cent mille (1.300.000) Parts Sociales A et quatorze mille six cent quatorze (14.614) Parts Sociales C ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des Associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents Statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres Parts Sociales.

### **Art. 6. Parts Sociales.**

6.1 Les Parts Sociales de la Société sont nominatives.

6.2 La Société peut avoir un ou plusieurs Associés, avec un nombre maximal de quarante (40) Associés.

6.3 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des Associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

### **Art. 7. Registre des Parts Sociales - Transfert des Parts Sociales.**

7.1 Un registre des Parts Sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi sur les Sociétés. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les Parts Sociales ne devront être transférées à aucune personne, sauf:

- i. en conformité avec les dispositions de toute convention qui sera en place entre les Associés de temps à autre;
- ii. et laquelle, en cas d'un transfert de Parts Sociales à un tiers, devra, pour aussi longtemps que la Société a plus d'un Associé, être soumise à l'approbation préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société, laquelle approbation ne devra être refusée sans motif valable.

7.4 Toute cession de Parts Sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

### **Art. 8. Compartiments.**

8.1 Le conseil de gérance de la Société pourra créer un ou plusieurs compartiments au sein de la Société (le «Compartiment» ou les «Compartiments»). Sauf disposition contraire dans les résolutions du conseil de gérance créant un tel Compartiment, chaque Compartiment devra correspondre à une partie distincte de l'actif et du passif de la Société. Les résolutions du conseil de gérance créant un ou plusieurs Compartiments au sein de la Société, ainsi que toutes modifications subséquentes, seront obligatoires vis-à-vis des tiers, à compter de la date des résolutions. Les Parts Sociales A et les Parts Sociales C auront toujours le même rang, quels que soient les compartiments créés.

8.2 Entre les Associés et les créanciers, chaque Compartiment de la Société devra être traité comme une entité séparée. Les droits des Associés et créanciers de la Société (i) qui lorsqu'ils sont nés, ont été désignés comme rattachés à un Compartiment ou (ii) qui sont nés de la création, du fonctionnement ou de la mise en liquidation d'un Compartiment sont, sauf disposition contraire dans les résolutions du conseil de gérance créant un tel Compartiment, strictement limitées aux biens de ce Compartiment et seront exclusivement disponibles pour satisfaire ces Associés et créanciers. Les créanciers et Associés de la Société dont les droits ne sont pas spécifiquement rattachés à un Compartiment déterminé de la Société n'auront aucun droit aux biens d'un tel Compartiment.

8.3 Sauf disposition contraire dans les résolutions du conseil de gérance de la Société créant un tel Compartiment, aucune résolution du conseil de gérance de la Société ne pourra être prise afin de modifier les résolutions ayant créé un tel Compartiment ou afin de prendre tout autre décision affectant directement les droits des Associés ou créanciers dont les droits sont rattachés à un tel Compartiment sans le consentement préalable de l'ensemble des Associés ou créanciers

dont les droits sont rattachés à ce Compartiment. Toute décision prise par le conseil de gérance en violation de cette disposition sera nulle et non avenue.

8.4 Chaque Compartiment de la Société pourra être liquidé séparément sans que cette liquidation n'entraîne la liquidation d'un autre Compartiment ou de la Société elle-même.

8.5 La Société pourra émettre des valeurs mobilières dont la valeur ou l'intérêt est lié à des Compartiments, biens ou autres engagements spécifiques, ou dont le remboursement dépend du remboursement d'autres instruments, de certains droits ou de certaines catégories de Parts Sociales.

## C. Décisions des associés

### Art. 9. Décisions collectives des Associés.

9.1 L'assemblée générale des Associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi sur les Sociétés et par les présents Statuts.

9.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quelle que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient.

9.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) Associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale des Associés, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

9.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des Associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi sur les Sociétés et des présents Statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des Associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Associés seront exercés par l'associé unique.

### Art. 10. Assemblées générales des Associés.

10.1 Des assemblées générales d'Associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les Associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des Associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

10.2 Les détenteurs de Parts Sociales de la Société rattachées à un Compartiment déterminé de la Société peuvent, à tout moment, tenir des assemblées générales pour décider de toutes questions exclusivement liées à un tel Compartiment.

10.3 Les détenteurs de Parts Sociales de la Société rattachées aux autres Compartiments de la Société ou les détenteurs de Parts Sociales rattachées à la Société et qui ne sont pas rattachées à un Compartiment déterminé pourront participer, mais ne pourront pas voter à ces assemblées générales.

10.4 Sauf s'il en est disposé autrement dans les présents statuts, les dispositions de l'Article 9 (Décisions collectives des Associés - Décisions de l'associé unique) s'appliqueront mutatis mutandis à ces assemblées.

### Art. 11. Quorum et vote.

11.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de Parts Sociales qu'il détient.

11.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents Statuts ou la Loi sur les Sociétés, les décisions collectives des Associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social.

**Art. 12. Changement de nationalité.** Les Associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime.

**Art. 13. Modification des Statuts.** Toute modification des Statuts requiert l'accord (i) d'une majorité des Associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social et (iii) le Consentement des Investisseurs.

### Art. 14. Affaires à consentement spécial.

14.1 Nonobstant toute autre disposition des présents Statuts, aucune Réalisation n'aura lieu qu'avec le Consentement préalable des Investisseurs.

14.2 Aucune résolution de l'assemblée générale des Associés de la Société relative aux mesures suivantes ne sera approuvée que par le consentement exprès des détenteurs d'une majorité des Parts Sociales A:

i. attribution, émission ou création de toutes Parts Sociales, tout intérêt en Parts Sociales ou toute option ou autre droit de souscription de Parts Sociales;

ii. augmentation du capital social émis, coordination, subdivision ou conversion de toutes Parts Sociales de la Société ou modification des droits attachés à toute catégorie de Parts Sociales de la Société de toute façon;

iii. modification de sa dénomination, du siège social, des réviseurs d'entreprises agréés ou de sa date de référence comptable ou remplacement de son secrétaire général;

iv. approbation des comptes statutaires de la Société;

v. déclaration ou versement de tout dividende;



- vi. nomination ou révocation des réviseurs d'entreprise agréés de la Société;
- vii. toute modification des Statuts de la Société;
- viii. adoption ou proposition de toute résolution de placement de la Société en liquidation volontaire ou en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire ou toute procédure analogue ou abandon des activités;
- ix. nomination ou révocation d'un directeur de la Société;
- x. consentement de procéder à toute mesure susmentionnée dans cet article 14.

#### **D. Gérance**

##### **Art. 15. Composition et pouvoirs du conseil de gérance, nomination et révocation.**

15.1 La Société peut être gérée par un conseil de gérance composé d'au moins un Gérant de Catégorie A, nommé par une résolution de l'assemblée générale des Associés suite à la nomination par les détenteurs d'une majorité des Parts Sociales A. Les détenteurs d'une majorité des Parts Sociales A seront à tout moment autorisés à nommer, par avis écrit à la Société, un candidat pour nomination ou remplacement d'un Gérant de Catégorie A.

15.2 Les gérants peuvent être révoqués de leur mandat à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des Associés.

##### **Art. 16. Pouvoirs du conseil de gérance.**

16.1 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi sur les Sociétés ou par les présents Statuts à l'assemblée générale des Associés.

##### **Art. 17. Convocation aux réunions du conseil de gérance.**

17.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

17.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

17.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

##### **Art. 18. Conduite des réunions du conseil de gérance.**

18.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

18.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

18.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

18.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

18.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres, comprenant au moins un gérant de Catégorie A et un gérant de Catégorie B, est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

18.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance, comprenant au moins celles d'un gérant de Catégorie A et un gérant de Catégorie B. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

18.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer

son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

**Art. 19. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; procès-verbaux des décisions du gérant unique.**

19.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par deux (2) gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par deux (2) gérants.

19.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

**Art. 20. Rapports avec les tiers.** La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants, étant entendu cependant que si l'assemblée générale des Associés a nommé différentes catégories de gérants (à savoir les gérants de Catégorie A et les gérants de Catégorie B), la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un gérant de Catégorie A et d'un gérant de Catégorie B (y compris par voie de représentation) ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

### E. Audit

**Art. 21. Réviseur(s) d'entreprises.** Les informations comptables liées au rapport annuel de la Société seront examinées par un réviseur d'entreprises nommé par les Associés et rémunéré par la Société.

Le réviseur d'entreprises accomplira toutes les fonctions qui lui sont attribuées par la Loi sur les Sociétés et la Loi sur la Titrisation.

### F. Exercice social - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

**Art. 22. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

**Art. 23. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.**

23.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

23.2 Sur des comptes séparés (en plus des comptes tenus par la Société conformément à la Loi sur les Sociétés et la pratique comptable courante), la Société déterminera à la fin de chaque exercice social un résultat pour chaque Compartiment comme suit:

23.3 Le résultat de chaque Compartiment sera le solde de tous revenus, profits ou autres produits payés ou dus sous quelque forme que ce soit, relatifs à ce Compartiment (y compris des plus-values, du boni de liquidation et des distributions de dividendes) et le montant des dépenses, pertes, impôts ou autres transferts de fonds encourus par la Société pendant cet exercice et qui peuvent être régulièrement et raisonnablement attribués à la gestion et fonctionnement de ce Compartiment (y compris honoraires, coûts, impôts sur plus-values, dépenses relatives à la distribution de dividendes).

23.4 Tous les produits et dépenses non attribués à un Compartiment en particulier seront alloués entre les différents Compartiments proportionnellement aux titres émis dans chaque Compartiment.

23.5 Les associés approuveront ces comptes séparés simultanément avec les comptes tenus par la Société conformément à la Loi sur les Sociétés et la pratique courante. L'éventuel surplus résultant du total du solde créditeur sur le solde débiteur sur chacun de ces comptes sera distribué comme dividendes aux Parts Sociales du Compartiment correspondant, conformément à la Loi sur la Titrisation.

23.6 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

23.7 Le surplus des profits annuels nets sera distribué comme dividendes aux Associés conformément à la Loi sur la Titrisation.

**Art. 24. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.**

24.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi sur les Sociétés ou les présents Statuts interdisent la distribution.

24.2 Le conseil de gérance pourra décider de la distribution d'acomptes sur dividendes aux Parts Sociales d'un Compartiment déterminé, sur base d'un bilan préparé par le conseil de gérance et faisant ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution dans ce Compartiment, étant entendu que le montant à distribuer ne pourra excéder

les profits réalisés découlant de ce Compartiment correspondant depuis la fin de la dernière année fiscale, augmenté des profits reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des montants à attribuer à une réserve qui sera constituée par la Loi sur les Sociétés ou par les présents Statuts.

24.3 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux Associés conformément à la Loi sur les Sociétés et aux présents Statuts.

## G. Liquidation

### Art. 25. Liquidation.

25.1 Sans préjudice aucun aux dispositions de l'Article 8 (Compartiments), et sous réserve de l'autorisation des Associés accordée lors d'une assemblée des Associés statuant comme en matière de modification des Statuts de la Société si ces derniers doivent faire l'objet d'une modification, chaque compartiment de la Société pourra être mis en liquidation et ses valeurs mobilières pourront être rachetées par une décision du conseil de gérance de la Société.

25.2 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents Statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des Associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

25.3 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les Associés en proportion du nombre de Parts Sociales qu'ils détiennent dans la Société.

## H. Disposition finale - Loi applicable

**Art. 26. Loi applicable.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi sur les Sociétés et de la Loi sur la Titrisation, inter partes, les dispositions de toute convention d'associés feront foi.

## I. Définitions

Loi désigne la Loi de 2006 relative aux Sociétés (Companies Act 2006) (telle que modifiée de temps à autre).

Statuts désigne les présents statuts de la Société.

Accord d'Endettement désigne tout accord ou acte qui peut être conclu à tout moment par une Société du Groupe en raison de toute dette, si il y a lieu.

Budget désigne le budget pour le Groupe pour chaque exercice social.

Activité (Business) Sauf Consentement Préalable de l'Investisseur: l'activité de la Société est celle de la société holding tête de Groupe; et l'activité du Groupe est de réaliser toutes les opérations bancaires autorisées par la loi portugaise, à l'exception de la réception de dépôts.

Gérant de Catégorie A a le sens qui lui est conféré à l'article 15.1 des présents Statuts.

Gérant de Catégorie B a le sens qui lui est conféré à l'article 15.1 des présents Statuts.

Société a le sens qui lui est conféré à l'article 1 des présents Statuts.

Loi sur les Sociétés désigne la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Compartiment a le sens qui lui est conféré à l'article 8 des présents Statuts.

Garantie désigne les hypothèques, gages, privilèges, charges, cessions, nantissements ou autre accord ou arrangement qui a le même ou un effet similaire à l'octroi de sûretés.

Dirigeant désigne M. Luis Monteiro D'Aguiar et toute personne désignée à ce titre dans toute convention entre les associés.

Groupe désigne la Société, ses filiales et entreprises filiales de temps à autre, et toute référence aux «Sociétés du Groupe» et à une «Société du Groupe» est à interpréter en conséquence.

Consentement des Investisseurs désigne le consentement écrit qui peut être pris à tout moment par un des détenteurs de plus de 50 pour cent de la valeur nominale de Parts Sociales «A» en cours d'émission.

Réalisation désigne une vente, une introduction en bourse ou cession de la plupart des actifs de la Société.

Loi sur la Titrisation désigne la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation.

Contrat de Service (Service Agreement) désigne tout contrat de service entre toute Société de Groupe et un Exécutif, qui pourra davantage être spécifié par tout contrat entre les Associés.

Parts Sociales a le sens qui lui est conféré sous la section B des présents Statuts.

Associés désigne les associés actuels et futurs de la Société «Associé» devra être interprété en conséquence.

### Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte est évalué à environ EUR 2.500,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au représentant des comparants, le représentant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. JOLY-MEUNIER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1<sup>er</sup> décembre 2014. Relation: LAC/2014/56809. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Référence de publication: 2014201377/798.

(140225661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

**LSF6 Lux Investments I S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 221.750,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 137.049.

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of December,

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Lone Star Capital Investments S.à r.l, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 36,857,250.- (thirty-six million eight hundred fifty-seven thousand two hundred fifty euro) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) (the RCS) under number B 91796 (the Shareholder),

hereby represented by Mr. Gianpiero Saddi, employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg on 4 December 2014,

which proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Shareholder, represented as stated above, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary to act that it represents the entire share capital of LSF6 Lux Investments I S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 375,875.- (three hundred seventy-five thousand eight hundred seventy-five euro) registered with the RCS under number B 137049 and incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 21 January 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) number 896 of 11 April 2008, which articles of incorporation have been amended for the last time on 3 January 2014 by a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial number 599 of 6 March 2014 (the Company).

The appearing party, through its proxyholder, declared and requested the undersigned notary to state that:

- A. The entire issued share capital represented by 3,007 (three thousand seven) shares is held by the Shareholder.
- B. The Shareholder is represented by proxy so that all shares in issue in the Company are represented at this extraordinary decision of the Shareholder so that the decisions can be validly taken on all the items of the below agenda.
- C. The agenda of the meeting is as follows:

*Agenda*

1) (a) Decrease of the share capital of the Company by an amount of EUR 154,125.- (one hundred fifty-four thousand one hundred twenty-five euro) so as to reduce it from its current amount of EUR 375,875.- (three hundred seventy-five thousand eight hundred seventy-five euro) to an amount of EUR 221,750.- (two hundred twenty-one thousand seven hundred fifty euro) by way of (a) the cancellation of 1,233 (one thousand two hundred thirty-three) ordinary shares (the Cancelled Shares), having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each, representing an aggregate nominal value of EUR 154,125.- (one hundred fifty-four thousand one hundred twenty-five euro) and as a result thereof (b) the reimbursement to the Shareholder of an aggregate amount of EUR 154,125.- (one hundred fifty-four thousand one hundred twenty-five euro).

2) As a consequence, amendment of the first paragraph of article 6 of the Company's articles of association as follows to reflect the share capital decrease proposed above:

“ **Art. 6. Subscribed capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 221,750.- (two hundred twenty-one thousand seven hundred fifty euro), represented by 1,774 (one thousand seven hundred seventy-four) ordinary shares having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each.”

3) Amendment of the share register of the Company in order to reflect the changes proposed above with power and authority to any manager of the Company and/or any employee of the Shareholder, to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company (i) to the registration of the Cancelled Shares in the share register of the Company and (ii) to the performance of any formalities in connection therewith.

This having been declared, the Shareholder, represented as stated above, then asked the undersigned notary to record its resolutions as follows:

*First resolution*

The Shareholder resolves to:

(a) decrease the share capital of the Company by an amount of EUR 154,125.- (one hundred fifty-four thousand one hundred twenty-five euro) to reduce it from its current amount of EUR 375,875.- (three hundred seventy-five thousand eight hundred seventy-five euro) represented by 3,007 (three thousand seven) ordinary shares, having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each, to an amount of EUR 221,750.- (two hundred twenty-one thousand seven hundred fifty euro), represented by 1,774 (one thousand seven hundred seventy-four) ordinary shares, having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each, by way of the cancellation of 1,233 (one thousand two hundred thirty-three) ordinary shares, having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each, representing an aggregate nominal value of EUR 154,125.- (one hundred fifty-four thousand one hundred twenty-five euro) and as a result thereof (b) reimburse to the Shareholder an aggregate amount of EUR 154,125.- (one hundred fifty-four thousand one hundred twenty-five euro).

As a consequence of the above-resolved share capital decrease, the Shareholder now holds 1,774 (one thousand seven hundred seventy-four) ordinary shares of the Company.

*Second resolution*

As a consequence of the first resolution, the Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 6 of the Company's articles of association, which English version shall be henceforth reworded as follows:

“ **Art. 6. Subscribed capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 221,750.- (two hundred twenty-one thousand seven hundred fifty euro), represented by 1,774 (one thousand seven hundred seventy-four) ordinary shares having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each.”

*Third resolution*

The Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the changes resolved above and hereby empower and authorise any manager of the Company and/or any employee of the Shareholder, to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company (i) to the registration of the Cancelled Shares in the share register of the Company and (ii) to the performance of any formalities in connection therewith.

Nothing else being on the agenda, the meeting is closed.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg on the day indicated above.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party the present deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the appearing party and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the proxyholder of the appearing party, said person appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le quatre décembre,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg

**A COMPARU:**

Lone Star Capital Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 36.857.250.- (trente-six millions huit cent cinquante-sept mille deux cent cinquante euros) et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le RCS) sous le numéro B 91796 (l'Associé),

ici représentée par M. Gianpiero Saggi, employé, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Bertrange, Grand Duché de Luxembourg le 4 décembre 2014,

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de prendre acte de ce qu'il représente la totalité du capital social de LSF6 Lux Investments I S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 375.875,- (trois cent soixante-quinze mille huit cent soixante-quinze euros) immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 137049, ayant son siège social à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant un acte du notaire instrumentaire en date du 21 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) numéro 896 du 11 avril 2008, lesquels statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 3 janvier 2014 par un acte du notaire instrumentaire, publié au Mémorial numéro 599 du 6 mars 2014 (la Société).

La partie comparante, par son mandataire, a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

A. La totalité du capital social, représentée par 3.007 (trois mille sept) parts sociales, est détenu par l'Associé.

B. L'Associé est représenté en vertu d'une procuration de sorte que toutes les parts sociales émises par la Société sont représentées à cette décision extraordinaire de l'Associé et toutes les décisions peuvent être valablement prises sur tous les points de l'ordre du jour ci-après.

C. L'ordre du jour est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. (a) Réduction du capital social de la Société par un montant de EUR 154.125,- (cent cinquante-quatre mille cent vingt-cinq euros) afin de le réduire de son montant actuel de EUR 375.875,- (trois cent soixante-quinze mille huit cent soixante-quinze euros) à un montant de EUR 221.750,- (deux cent vingt-et-un mille sept cent cinquante euros), par le biais (a) de l'annulation de 1.233 (mille deux cent trente-trois) parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Annulées), ayant une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune, représentant une valeur nominale globale de EUR 154.125,- (cent cinquante-quatre mille cent vingt-cinq euros) et ainsi (b) du remboursement à l'Associé d'un montant total de EUR 154.125,- (cent cinquante-quatre mille cent vingt-cinq euros);

2. En conséquence, modification du premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société comme suit afin de refléter l'augmentation de capital proposée ci-dessus:

« **Art. 6. Capital Social Souscrit.** Le capital social est fixé à EUR 221.750,- (deux cent vingt-et-un mille sept cent cinquante euros) représenté par 1.774 (mille sept cent soixante-quatorze) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.»

3. Modification du registre de parts sociales de la Société de façon à refléter les changements proposés ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et/ou tout employé de l'Associé, afin d'effectuer, par sa seule signature, pour le compte de la Société, (i) l'inscription des Parts Sociales Annulées dans le registre de parts sociales de la Société et (ii) la réalisation de toute formalité en relation avec ce point.

Ceci ayant été déclaré, l'Associé représenté comme indiqué ci avant, a requis le notaire soussigné de prendre acte des résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé décide de:

(a) réduire le capital social de la Société, par un montant de EUR 154.125,- (cent cinquante-quatre mille cent vingt-cinq euros) afin de le réduire de son montant actuel de EUR 375.875,- (trois cent soixante-quinze mille huit cent soixante-quinze euros), représenté par 3.007 (trois mille sept) parts sociales ordinaires, ayant une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune, à un montant de EUR 221.750,- (deux cent vingt-et-un mille sept cent cinquante euros) représenté par 1.774 (mille sept cent soixante-quatorze) parts sociales ordinaires, ayant une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune, par voie d'annulation de 1.233 (mille deux cent trente-trois) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune, représentant une valeur nominale globale de EUR 154.125,- (cent cinquante-quatre mille cent vingt-cinq euros) et ainsi, (c) rembourser à l'Associé un montant global de EUR 154.125,- (cent cinquante-quatre mille cent vingt-cinq euros).

Suite à la réduction de capital décidée ci-dessus, l'Associé détient maintenant 1.774 (mille sept cent soixante-quatorze) parts sociales ordinaires de la Société.

#### *Deuxième résolution*

Suite à la première résolution, l'Associé décide de modifier le premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société, dont la version française aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital Social Souscrit.** Le capital social est fixé à EUR 221.750,- (deux cent vingt-et-un mille sept cent cinquante euros) représenté par 1.774 (mille sept cent soixante-quatorze) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.»



## Troisième résolution

L'Associé décide de modifier le registre de parts sociales de la Société afin de refléter les changements effectués ci-dessus et mandate et autorise par la présente tout gérant de la Société et/ou tout employé de l'Associé, afin d'effectuer, par sa seule signature, pour le compte de la Société, (i) l'inscription des Parts Sociales Annulées dans le registre de parts sociales de la Société ainsi que (ii) la réalisation de toute formalité en relation avec ce point dans le registre de parts sociales de la Société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de la partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 décembre 2014. LAC/2014/59256. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Référence de publication: 2014201799/172.

(140225620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

**HBC Luxembourg Finance Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.001,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 181.411.

In the year two thousand and fourteen, on the third day of December,  
before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of HBC Luxembourg Finance Company S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of USD 20,000, and being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 181411 (the Company). The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 24 October 2013 and published in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) n° 3241 dated 19 December 2013. The articles of association of the Company (the Articles) have never been amended.

There appeared:

(1) HBC Luxembourg Holding Company S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of USD 20,000 and being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 181409 (the Sole Shareholder), being the holder of 20,000 shares in registered form in the Company, having a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each,

represented by Maître Pol Theisen, avocat, professionally residing at 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; and

(2) Hudson's Bay Company, a company incorporated and existing under the laws of Canada, having its registered office at 401 Bay Street, Toronto, Ontario, Canada, registered with the Industry Canada under the number 7751510, and being listed with the Toronto stock exchange under the ticker symbol HBC (the Subscriber),

represented by Maître Pol Theisen, avocat, professionally residing at 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxies, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

The Subscriber intervenes at the present Meeting in order to subscribe to new shares to be issued by the Company.

The Sole Shareholder, represented as stated above, requests the undersigned notary to record that:

I. all of the 20,000 (twenty thousand) shares in the Company, having a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, and representing the entirety of the subscribed share capital of the Company of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars), are duly represented at the present Meeting;

II. the agenda of the Meeting (the Agenda) is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an aggregate amount of USD 1 (one United States Dollar) so as to bring such share capital from its current amount of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) to an amount of USD 20,001 (twenty thousand and one United States Dollars) by the creation and issuance of 1 (one) new share in registered form in the Company, having a nominal value of USD 1 (one United States Dollar), and an aggregate subscription price of USD 600,000,000 (six hundred million United States Dollars);

2. Intervention, subscription to, and payment in full of, the share capital increase specified under item 1. by Hudson's Bay Company, by way of a contribution in kind;

3. Subsequent amendment of article 5.1. of the articles of association of the Company;

4. Amendment to the share register of the Company in order to reflect the above changes, and grant of authorisation in connection thereto; and

5. Miscellaneous.

III. the entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives, to the extent necessary, the convening notices, the Sole Shareholder, represented as stated above, considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda of the present Meeting, which has been communicated to it in advance; and

IV. After due deliberation, the Meeting takes the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting resolves to increase the share capital (the Capital Increase) of the Company by an aggregate amount of USD 1 (one United States Dollars) so as to bring such share capital from its current amount of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars), represented by 20,000 (twenty thousand) shares in registered form, having a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, to an amount of USD 20,001 (twenty thousand and one United States Dollars) by the creation and the issuance of 1 (one) new share in registered form, having a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each, and having an aggregate subscription price of USD 600,000,000 (six hundred million United States Dollars) (the New Shares).

*Second resolution*

The Meeting resolves to accept and record the following subscription to, and full payment of, the Capital Increase as follows:

*Intervention - Subscription - Payment*

The Subscriber, represented as stated above, intervenes at the Meeting and hereby declares to:

(i) subscribe to the New Shares; and

(ii) pay such New Shares in full by means of a contribution in kind, consisting of a receivable held by the Subscriber against the Company (the Receivable), such Receivable having an aggregate value of USD 600,000,000 (six hundred million United States Dollars) (the Contribution).

The Contribution in an aggregate amount of USD 600,000 (six hundred million United States Dollars) (the Amount) shall be allocated as follows:

(i) USD 1 (one United States Dollar) to the share capital account (compte 101 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Capital souscrit) of the Company; and

(ii) USD 599,999,999 (five hundred and ninety-nine million nine hundred and ninety-nine thousand nine hundred and ninety-nine United States Dollars) to the share premium account (compte 111 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Primes d'émission) of the Company.

It results from a certificate issued by the Subscriber (the Subscriber Certificate) dated 3 December 2014 relating to the Receivable contributed to the Company in the manner described above, that:

“

1. the Subscriber is the owner of the receivable contributed at the Meeting;

2. the Subscriber is entitled to the Receivable and possesses the power to dispose of the Receivable;

3. the Receivable is not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no rights to acquire any pledge or usufruct on the Receivable and the Receivable is not subject to any attachment;

4. according to the applicable law, as well as the terms and conditions of the agreement by which such Receivable is governed, the Receivable is freely transferrable;

5. all formalities under applicable law, as well as under the terms and conditions of the agreement by which such Receivable is governed, subsequent to the contribution in kind of the Receivable will be effected upon the Meeting; and



6. the Receivable is worth at least USD 600,000,000 (six hundred million United States Dollars).”

It results also in essence from a certificate issued by the Company dated 3 December 2014 relating to the Receivable contributed by the Subscriber to the Company in the manner described above (the Company Certificate, and together with the Subscriber Certificate, the Certificates) that “the Receivable is worth at least USD 600,000,000 (six hundred million United States Dollars)”.

The said Certificates, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Further, the Meeting resolves to record that the shareholding in the Company is from now on as follows:

SHAREHOLDERS	NUMBER OF SHA- RES
HBC Luxembourg Holding Company S.à r.l. . . . . .	20,000
Hudson’s Bay Company . . . . .	1
TOTAL OF SHARES: . . . . .	20,001

As a result of the above, the Meeting hereby expressly acknowledges and approves that the Subscriber shall from now on be deemed a new shareholder of the Company and shall participate at the Meeting and vote on the remaining items of the Agenda, having declared itself duly informed for the purpose hereof.

#### *Third resolution*

The Meeting resolves to amend and replace article 5.1. of the Articles in order to reflect the above resolutions as follows:

“ 5.1. The share capital is set at twenty thousand and one United States Dollars (USD 20,001), represented by twenty thousand and one (20,001) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each.”

#### *Fourth resolution*

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorises any manager of the Company and any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple to proceed on behalf of the Company to the registration of the New Shares in the share register of the Company and to see to any formalities in connection therewith (including for the avoidance of any doubts the filing and publication of documents with relevant Luxembourg authorities).

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately at EUR 7,000.-

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of such proxyholder, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, such proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède.**

L’an deux mille quatorze, le troisième jour du mois de décembre,

par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg,

S’est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l’Assemblée) de l’associé unique de HBC Luxembourg Finance Company S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon le droit du Grand Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 20.000 USD, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 181411 (la Société). La Société a été constituée par un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 octobre 2013 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 3241 en date du 19 décembre 2013. Les statuts de la Société (les Statuts) n’ont jamais été modifiés.

Ont comparu:

(1) HBC Luxembourg Holding Company S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 20.000 USD, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 181409 (l’Associé Unique), détenteur de 20.000 parts sociales sous forme nominative de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD (un dollar des Etats Unis d’Amérique) chacune,

représentée par Maître Pol Theisen, avocat, résidant professionnellement au 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; et

(2) Hudson's Bay Company, une société constituée et existant selon le droit canadien, ayant son siège social au 401 Bay Street, Toronto, Ontario, Canada, enregistrée auprès du Industry Canada sous le numéro 7751510, et inscrite auprès de la bourse de Toronto sous le symbole HBC (le Souscripteur),

représentée par Maître Pol Theisen, avocat, résidant professionnellement au 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été paraphées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec ledit acte auprès des autorités compétentes.

Le Souscripteur intervient à la présente Assemblée pour souscrire aux nouvelles parts sociales émises par la Société.

L'Associé Unique, tel que représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. la totalité des 20.000 (vingt mille) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de 1 USD (un dollar des Etats Unis d'Amérique) chacune, et représentant la totalité du capital social de la Société d'un montant de 20.000 USD (vingt mille dollars des Etats Unis d'Amérique) sont dûment représentées à la présente Assemblée;

II. l'ordre du jour de l'Assemblée (l'Ordre du Jour) est le suivant:

1. Augmentation du capital social de la société d'un montant total de 1 USD (un dollar des Etats Unis d'Amérique) de façon à le porter de son montant actuel de 20.000 USD (vingt mille dollars des Etats Unis d'Amérique) à un montant de 20.001 USD (vingt mille un dollars des Etats Unis d'Amérique) par la création et l'émission de 1 (une nouvelle part sociale de la Société, ayant une valeur nominale de 1 USD (un dollar des Etats Unis d'Amérique) chacune, et un prix de souscription total de 600.000.000 USD (six cent millions dollars des Etats Unis d'Amérique);

2. Intervention, souscription, et paiement en totalité de l'augmentation de capital reprise sous le point 1. par Hudson's Bay Company, par un apport en nature;

3. Modification subséquente de l'article 5.1. des statuts de la Société;

4. Modification du registre de parts sociales de la Société de façon à y refléter les changements ci-dessus et l'octroi de pouvoir en rapport avec ladite modification; et

5. Divers.

III. la totalité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce, pour autant que besoin, aux formalités de convocation, l'Associé Unique tel que représenté ci-dessus, se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour de la présente assemblée, qui lui a été communiqué par avance; et

IV. Après délibération, l'Assemblée prend les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social (l'Augmentation de Capital) de la Société d'un montant total de 1 USD (un dollar des Etats Unis d'Amérique) de façon à le porter de son montant actuel de 20.000 USD (vingt mille dollars des Etats Unis d'Amérique) représenté par 20.000 (vingt mille) parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale de 1 USD (un dollar des Etats Unis d'Amérique) chacune, à un montant de 20.001 USD (vingt mille un dollars des Etats Unis d'Amérique) par la création et l'émission de 1 (une) nouvelle part sociale, ayant une valeur nominale de 1 USD (un dollar des Etats Unis d'Amérique) chacune, et ayant un prix de souscription total de 600.000.000 USD (six cent millions de dollars des Etats Unis d'Amérique) (les Nouvelles Parts Sociales).

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante à, et la libération totale de, l'Augmentation de Capital comme suit:

#### *Intervention - Souscription - Paiement*

Le Souscripteur, tel que représenté ci-dessus intervient à l'Assemblée et déclare:

(i) Souscrire aux Nouvelles Parts Sociales; et

(ii) Payer ces Nouvelles Parts Sociales par le biais d'un apport en nature constitué d'une créance détenue par le Souscripteur envers la Société (la Créance), cette Créance ayant une valeur totale de 600.000.000 USD (six cent millions de dollars des Etats Unis d'Amérique) (l'Apport).

L'Apport d'un montant total de 600.000.000 USD (six cent millions de dollars des Etats Unis d'Amérique) (le Montant) sera alloué comme suit:

(i) 1 USD (un dollar des Etats Unis d'Amérique) sur le compte de capital social (compte 110 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Capital souscrit) de la Société; et

(ii) 599.999.999 USD (cinq cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars des Etats Unis d'Amérique) sur le compte de prime d'émission (compte 111 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Primes d'émission) de la Société.

Il résulte d'un certificat émis par le Souscripteur (le Certificat du Souscripteur) daté du 3 décembre 2014 concernant la Créance apportée à la Société de la manière spécifiée ci-dessus, que:

“

1. le Souscripteur est le titulaire de la Créance apportée à l'Assemblée;
2. le Souscripteur possède un droit sur la Créance et a le pouvoir de disposer de la Créance;
3. la Créance ne comporte aucun gage ou usufruit, il n'existe aucun droit d'acquérir un gage ou usufruit de la Créance et la Créance n'est grevée d'aucune sûreté;
4. conformément à la loi applicable, ainsi qu'aux termes et conditions du contrat gouvernant la Créance, la Créance est librement cessible;
5. toutes les formalités conformément à la loi applicable, ainsi que conformément aux termes et conditions du contrat gouvernant la Créance, suivant l'apport en nature seront réalisées à l'issue de l'Assemblée; et
6. la Créance vaut au moins 600.000.000 USD (six cent millions de dollars des Etats Unis d'Amérique).”

Il résulte d'un certificat émis par la Société en date du 3 décembre 2014 concernant la Créance apportée par le Souscripteur à la Société de la manière décrite ci-dessus (le Certificat de la Société et ensemble avec le Certificat du Souscripteur, les Certificats) que “la Créance vaut au moins 600.000.000 USD (six cent millions de dollars des Etats Unis d'Amérique)”.

Lesdits Certificats, après avoir été signés ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentaire, resteront annexés au présent actes afin d'être enregistrés avec lui.

De plus, l'Assemblée prend acte que l'actionariat de la Société est désormais le suivant:

ASSOCIES	NOMBRE DE PARTS SOCIALES
HBC Luxembourg Holding Company S.à r.l. . . . .	20.000
Hudson's Bay Company . . . . .	1
TOTAL DES PARTS SOCIALES: . . . . .	20.001

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée prend expressément acte et approuve le fait que le Souscripteur est désormais considéré comme un nouvel associé de la Société et participera à l'Assemblée et votera sur les points restants de l'Ordre du Jour, se déclarant comme dûment informé de celui-ci.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 5.1. des Statuts de façon à y refléter les résolutions ci-dessus de la manière suivante:

“ **5.1.** Le capital social est fixé à vingt mille un dollars des Etats Unis d'Amérique (20.001 USD), représenté par 20.001 (vingt mille une) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar des Etats Unis d'Amérique (1 USD) chacune.»

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée décide de modifier le registre de parts sociales de la Société de façon à y refléter les changements repris ci-dessus et autorise tout gérant de la Société ainsi que tout avocat ou employé de Allen & Overy, société en commandite simple de procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement des Nouvelles Parts Sociales dans le registre des parts sociales de la Société et de pourvoir à toutes les formalité en relation avec ce qui précède (incluant, afin d'éviter tout doute, l'enregistrement et la publication de documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes).

#### *Estimation des coûts*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte, sont estimés approximativement à EUR 7.000.-.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande du mandataire des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, à la requête de ce même mandataire, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: P. THEISEN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 décembre 2014. Relation: LAC/2014/59157. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Référence de publication: 2014201667/257.

(140225569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

---

**Inmet Finance Company Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.174.

In the year two thousand and fourteen, on the twentieth day of November,

Before Maître Roger Arrensdorff, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Inmet Luxembourg, the Luxembourg branch of FIRST QUANTUM MINERALS Ltd, a corporation incorporated and existing under the laws of British Columbia, Canada, having its registered office at 543, Granville Street, 8<sup>th</sup> Floor, BC V6C 1X8 Vancouver, Canada, created and existing under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under the number B 155.271 and having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg (the "Sole Member");

duly represented by Emmanuel Réveillaud, Avocat à la Cour, with professional address at L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, by virtue of a proxy dated November 20, 2014.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to:

I. state that Inmet Luxembourg is the Sole Member of INMET FINANCE COMPANY Sàrl, a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 155.174, incorporated by a deed enacted by Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg on August 19, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under the number 2156 on October 13, 2010 (the "Company") whose articles of association have been amended for the last time by a deed enacted on January 31, 2014 by Maître Roger Arrensdorff, public notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on April 18, 2014 under number 1002;

II. record the following resolutions which have been taken in the best corporate interest of the Company, according to the agenda below:

*Agenda*

1. Creation of two classes of mandatory redeemable preferred shares (the "MRPS"), with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each and vested with the rights and obligations described in the amended articles of association of the Company to be approved as per item 5 below, to be called "Class A MRPS" and "Class B MRPS";

2. Proposal to rename the existing 679,052,854 mandatory redeemable preferred shares into 679,052,854 Class A MRPS with the existing amount of share premium, of reserves in account 115 and of the legal reserve attached to these shares being transferred to the Class A MRPS account;

3. Increase of the corporate capital of the Company by the amount of EUR 2,150,000.-, so as to bring it to the amount of EUR 681,302,854.-, by the issue of:

i. two million sixty thousand (2,060,000) Class A MRPS with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each, together with the payment of a share premium attached to the Class A MRPS amounting to EUR 203,734,000.- (the "Class A MRPS premium") and the allocation of the amount of EUR 206,000.- to the legal reserve connected to the Class A MRPS (the "Class A MRPS legal reserve"); and

ii. ninety thousand (90,000) Class B MRPS with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each, together with the payment of a share premium attached to the Class B MRPS amounting to EUR 8,901,000.- (the "Class B MRPS premium") and the allocation of the amount of EUR 9,000.- to the legal reserve connected to the Class B MRPS (the "Class B MRPS legal reserve");

4. Subscription and payment of all additional issued MRPS together with the payment of the share premium attached to both classes of MRPS and the allocation to both classes of MRPS legal reserve of the amounts as described in item 3 above by the Sole Member, by the contribution in kind of claims held by the Sole Member against the Company for an amount of EUR 215,000,000.-;

5. Amendment of article 5 sections 1, 3, 4, 5 and 6 and article 19 section 3 of the articles of association of the Company in order to reflect the corporate capital increase; and

6. Any other business.

*First resolution*

The Sole Member decided to create two classes of mandatory redeemable preferred shares (the “MRPS”), with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each and vested with the rights and obligations described in the amended articles of association of the Company to be approved as per resolution 5 below, to be called “Class A MRPS” and “Class B MRPS”.

*Second resolution*

The Sole Member resolved to rename the existing 679,052,854 mandatory redeemable preferred shares into 679,052,854 Class A MRPS together with the existing amount of share premium, of reserve in account 115 and of the legal reserve connected to the former mandatory redeemable preferred shares being transferred respectively to the share premium account, reserves in account 115 and legal reserve connected to Class A MRPS. The Sole Member further decided that the final mandatory period to redeem the existing MRPS of thirteen (13) years from the date of their issuance still applies whereas a ten (10) years period will apply to the new MRPS issued today and the future ones.

*Third resolution*

The Sole Member decided to increase the corporate capital of the Company by the amount of EUR 2,150,000.-, so as to bring it to an amount of EUR 681,302,854.-.

*Fourth resolution*

The Sole Member decided to issue:

- i. two million sixty thousand (2,060,000) Class A MRPS with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each, together with the payment of the Class A MRPS premium amounting to EUR 203,734,000.-, and the allocation of the amount of EUR 206,000.- to the Class A MRPS legal reserve; and
- ii. ninety thousand (90,000) Class B MRPS with a nominal value of EUR 1.- (one euro) each, together with the payment of the Class B MRPS premium amounting to EUR 8,901,000.-, and the allocation of the amount of EUR 9,000.- to the Class B MRPS legal reserve.

*Contributor's Intervention - Subscription - Payment*

There now appeared Emmanuel Réveillaud, acting in his capacity as duly appointed special attorney of the Sole Member by virtue of a proxy given on November 20, 2014 which will remain attached to the present deed.

The appearing person declared to:

- subscribe for and fully pay two million sixty thousand (2,060,000) Class A MRPS for a total amount of EUR 2,060,000.-;
  - pay the Class A MRPS premium amounting to EUR 203,734,000.-;
  - allocate to the Class A MRPS legal reserve the amount of EUR 206,000.-;
  - subscribe for and fully pay ninety thousand (90,000) Class B MRPS for a total amount of EUR 90,000.-;
  - pay the Class B MRPS premium of the amount of EUR 8,901,000.-;
  - allocate to the Class B MRPS legal reserve the amount of EUR 9,000.-;
- by the contribution in kind of claims, in an aggregate amount of EUR 215,000,000.- (the “Claims”).

*Description and valuation of the contribution*

The appearing person stated that:

The contribution in kind consists in the full ownership of the Claims excluding any real estate, for a total amount of EUR 215,000,000.-, such value has been decided by the Sole Member by way of a valuation report (the “Valuation Report”) dated as of November 20, 2014 (the “Execution Date”) and confirmed by the board of managers of the Company as of the Execution Date.

*Evidence of the Claim's existence and value*

Evidence of the conversion of the Claims and of their value has been given to the undersigned notary by a copy of the Valuation report, such value has been confirmed by the managers of the Company.

*Fifth resolution*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the contribution being fully carried out, the Sole Member decided to amend article 5 sections 1, 3, 4, 5 and 6 and article 19 section 3 of the articles of association of the Company to read as follows:

**Art. 5. Capital.**

“Section 1. The corporate capital of the Corporation is set at (EUR 681,302,854.-) six hundred eighty one million three hundred two thousand eight hundred and fifty four Euro), divided into and represented by (3) three classes of shares as follows: (100,000) one hundred thousand ordinary shares with a nominal value of (EUR 1.-) one euro each (hereinafter referred to as the “Ordinary Shares”), (681,112,854) six hundred and eighty-one million one hundred and twelve thousand eight hundred and fifty-four class A mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of (EUR 1.-) one euro

each (hereinafter referred to as the “Class A MRPS”) and (90,000) ninety thousand class B mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of (EUR 1.-) one euro each (hereinafter referred to as the “Class B MRPS”) (hereinafter both Class A MRPS and Class B MRPS being collectively called the “MRPS”). For the sake of clarity, “Shares” in the present Articles shall include Ordinary Shares and MRPS. The respective rights and obligations attached to each class of Shares are set forth below. All Shares will be issued in registered form and vested with voting rights regardless of their nature and of which class they belong.”

“Section 3 Share premium paid on Ordinary Shares, Class A MRPS or Class B MRPS shall be booked in specific share premium accounts, as follows:

- any share premium paid on Ordinary Shares shall be booked in an ordinary shares premium account (the “Ordinary Shares Premium Account”) and such share premium shall remain attached to the Ordinary Shares upon which the share premium was paid;

- any share premium paid on Class A MRPS shall be booked in a Class A MRPS premium account (the “Class A MRPS Premium Account”) and such share premium shall remain attached to the Class A MRPS upon which the share premium was paid;

- any share premium paid on Class B MRPS shall be booked in a Class B MRPS premium account (the “Class B MRPS Premium Account”) and such share premium shall remain attached to the Class B MRPS upon which the share premium was paid;

Capital contribution made without issuance of Shares by a shareholder shall be booked in specific accounts, as follows:

- any capital contribution connected to the Ordinary Shares shall be booked in the account connected to the Ordinary Shares (the “Ordinary Shares Account 115”) and such capital contribution shall remain attached to the Ordinary Shares; and

- any capital contribution connected to a class of MRPS shall be booked in the account connected to that particular class of MRPS (the “Relevant Class of MRPS Account 115”) and such capital contribution shall remain attached to the relevant class of MRPS.”

“Section 4 All MRPS are issued in the form of redeemable shares within the meaning of Article 49-8 of the Law. Without prejudice to the conditions set forth in Article 49-8 of the Law (including, without limitation, the fact that the redemption of MRPS can only be made by means of sums available for distribution pursuant to Article 72-1 of the Law (distributable funds, inclusive of the extraordinary reserve established with funds received by the Corporation as an issue premium) or proceeds of a new issue made for the redemption purpose), MRPS will be redeemed pursuant to the following terms and conditions:

- (i) in any circumstances whatsoever, the Corporation shall redeem all MRPS then in issue neither converted nor retracted upon expiry of a 10 (ten) years period from the date on which the relevant MRPS are issued (the “Final Mandatory Redemption Date”) except for the MRPS which have been issued previously with a longer mandatory redemption period;

- (ii) notwithstanding the Final Mandatory Redemption Date and at any time before such date, the holder of a MRPS is entitled to request (in one or several occasions) in writing to the Corporation to retract all or part of its MRPS;

- (iii) the retraction or redemption price of MRPS whether redeemed at the Corporation’s request or retracted at the holder’s request will be equal to the face value of the redeemed or retracted MRPS increased by (i) the share premium (if any) attached to the relevant MRPS and that is attributable to the MRPS so redeemed or retracted, (ii) the Relevant Class of MRPS Account 115 (if any) connected to that class of MRPS and that is attributable to the MRPS so redeemed or retracted (iii) plus an amount corresponding to the portion of the legal reserve obtained by dividing the amount of the legal reserve by the number of Shares in issue and multiplying the result by the number of redeemed or retracted MRPS. Redeemed or retracted MRPS will be cancelled forthwith after redemption or retraction.”

“Section 5 MRPS are issued in the form of convertible shares into Ordinary Shares. MRPS may be converted pursuant to the following terms and conditions:

- (i) notwithstanding the Final Mandatory Redemption Date, the holder of MRPS may at any time before such date, request (in one or several occasions) in writing to convert into Ordinary Shares; and

- (ii) the MRPS will be converted into Ordinary Shares pursuant to the following conversion ratio: one MRPS issued by the Corporation as estimated at its par value against that number of Ordinary Shares resulting in the fair market value of such ordinary shares on the conversion date being equal to the par value of the MRPS converted. No decimal of Ordinary Shares will be issued. The board of managers of the Corporation may (in case of decimals) either round up or round down to the closest appropriate number of Ordinary Shares.

The share premium (if any) attached to the converted MRPS and that is attributable to these MRPS so converted will be allocated to the share premium of the Ordinary Shares. The Relevant Class of MRPS Account 115 (if any) attached to the converted MRPS and that is attributable to these MRPS so converted will be allocated to the Ordinary Shares Account 115. The legal reserve attached to the converted MRPS and that is attributable to these MRPS so converted will be allocated to the legal reserve attached to the Ordinary Shares. Converted MRPS will be cancelled forthwith after conversion.”



“Section 6 The holder of Ordinary Shares will be entitled to dividend payments or liquidation proceeds (as the case may be) provided that and to the extent that the Corporation has sufficient assets available, after each dividend payment or liquidation proceeds (as the case may be) is made to redeem the MRPS then in issue (including any attached share premium and any attached account 115). In any circumstances whatsoever, the holder of MRPS will not be entitled to dividend payments. In case of dissolution of the Corporation, the holder of MRPS will rank junior to all debts incurred by the Corporation but will rank senior to the holder of Ordinary Shares.”

**Art. 19. Dissolution liquidation.**

“Section 3 The power of the board of managers will come to an end upon the appointment of the liquidator(s). After the payment of all debts and liabilities of the Corporation or deposit of any funds to that effect, the remaining available amount will be paid first in priority to the holder of Mandatory Redeemable Preferred Shares according to the par value of such shares (including any attached share premium and any attached account 115). Holder of Ordinary Shares will then be entitled to the remaining available amount (if any) on a pro rata basis, according to the number of shares held in the Corporation’s capital by the holder of such shares.”

*Costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase have been estimated at about six thousand six hundred euro (EUR 6.600,-).

With no other outstanding points on the agenda, and further requests for discussion not forthcoming, the meeting is closed. The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Made in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L’an deux mille quatorze, le vingt novembre.

Par devant Maître Roger Arrensдорff, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Inmet Luxembourg, la succursale luxembourgeoise de FIRST QUANTUM MINERALS Ltd, une société constituée et organisée selon les lois de Colombie-Britannique Canada, ayant son siège social au 543, Granville Street, 8<sup>th</sup> Floor, BC V6C 1X8 Vancouver, Canada, créée et existante sous les lois luxembourgeoises, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.271 et ayant son siège social situé au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg (l’«Associé Unique»);

dûment représentée par Emmanuel Réveillaud, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au L-2132 Luxembourg, 20 avenue Marie-Thérèse, en vertu d’une procuration datée du 20 novembre 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l’enregistrement.

Laquelle partie comparante, agissant ès-qualité, a requis le notaire:

I. d’acter que Inmet Luxembourg est l’Associé Unique de la société à responsabilité limitée INMET FINANCE COMPANY Sàrl, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Roger Arrensдорff, notaire de résidence à Luxembourg, le 19 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2156 du 13 octobre 2010 (la «Société») dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte reçu en date du 31 janvier 2014, par Maître Roger Arrensдорff, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 18 avril 201, sous le numéro 1002.

II. d’enregistrer les résolutions suivantes qui ont été prises dans l’intérêt de la Société, conformément à l’agenda ci-dessous:

*Ordre du jour*

1. Création de deux classes de parts privilégiées obligatoirement rachetables (les «PPOR») ayant une valeur nominale de EUR 1.-(un euro) chacune ainsi que les droits et obligations décrits dans les statuts de la Société tels que devant être approuvés au point 5 ci-dessous, dénommées les «PPOR de Classe A» et les «PPOR de Classe B»;

2. Proposition de renommer les 679.052.854 parts privilégiées obligatoirement rachetables déjà existantes en 679.052.854 PPOR de Classe A avec le transfert des montants existants de prime d’émission, de réserve au compte 115 et de réserve légale attachés à ces parts sociales;

3. Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de EUR 2.150.000, pour le porter à un montant de EUR 681.302.854, par l'émission de:

i. deux millions soixante mille (2.060.000) PPOR de Classe A ayant une valeur nominale de EUR 1.- (un euro) chacune, ensemble avec le paiement d'une prime d'émission attachée aux PPOR d'un montant de EUR 203.734.000,- (la «Prime d'Emission attachée aux PPOR de Classe A») et l'allocation d'un montant de EUR 206.000,- à la réserve légale liée aux PPOR de Classe A (le «Compte de Réserve Légale liée aux PPOR de Classe A»); et

ii. quatre-vingt-dix mille (90.000) PPOR de Classe B ayant une valeur nominale de EUR 1.- (un euro) chacune, ensemble avec le paiement d'une prime d'émission attachée aux PPOR de Classe B d'un montant de EUR 8.901.000,- (la «Prime d'Emission attachée aux PPOR de Classe B») et l'allocation d'un montant de EUR 9.000,- à la réserve légale liée aux PPOR de Classe B (le «Compte de Réserve Légale liée aux PPOR de Classe B»);

4. Souscription et libération de toutes les nouvelles PPOR avec le paiement d'une prime d'émission attachée à chaque classe de PPOR et l'allocation des montants décrits au point 3 ci-dessus à chacune des réserves légales liées aux deux classes de PPOR par l'Associé Unique, par un apport en nature de créances détenues par l'Associé Unique contre la Société d'un montant de EUR 215.000.000,-;

5. Modification de l'article 5 sections 1, 3, 4, 5 et 6 et article 19 section 3 des statuts de la Société pour refléter l'augmentation du capital social de la Société; et

6. Divers

#### *Première résolution*

L'Associé Unique a décidé de créer deux classes de parts privilégiées obligatoirement rachetables (les «PPOR») ayant une valeur nominale de EUR 1.- (un euro) chacune ainsi que les droits et obligations décrits dans les statuts de la Société tels que devant être approuvés par la cinquième résolution ci-dessous, dénommées les «PPOR de Classe A» et les «PPOR de Classe B».

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique a décidé de reclasser les 679.052.854 parts privilégiées obligatoirement rachetables déjà existantes en 679.052.854 PPOR de Classe A ensemble avec le transfert des montants existants de prime d'émission, de réserve au compte 115 et de réserve légale attachés aux parts privilégiées obligatoirement rachetables déjà existantes respectivement au compte de prime d'émission, à la réserve au compte 115 et à la réserve légale attachés aux PPOR de Classe A. L'Associé Unique a de plus décidé que la période finale de rachat obligatoire pour les PPOR existantes de treize (13) ans à compter de leur date d'émission est toujours applicable tandis qu'une période de dix (10) ans s'appliquera aux PPOR nouvellement émises ce jour ainsi qu'aux futures PPOR.

#### *Troisième résolution*

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de EUR 2.150.000, pour le porter à un montant de EUR 681.302.854,-.

#### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique a décidé d'émettre:

i. deux millions soixante mille (2.060.000) PPOR de Classe A ayant une valeur nominale de EUR 1.- (un euro) chacune, ensemble avec le paiement de la Prime d'Emission attachée aux PPOR de Classe A d'un montant de EUR 203.734.000,-, et l'allocation d'un montant de EUR 206.000,-, au Compte de Réserve Légale liée aux PPOR de Classe A; et

ii. quatre-vingt-dix mille (90.000) PPOR de Classe B ayant une valeur nominale de EUR 1.- (un euro) chacune, ensemble avec le paiement de la Prime d'Emission attachée aux PPOR de Classe B d'un montant de EUR 8.901.000,-, et l'allocation d'un montant de EUR 9.000,-, au Compte de Réserve Légale liée aux PPOR de Classe B.

#### *Intervention de l'apporteur - Souscription - Libération*

Est alors intervenu aux présentes Emmanuel Réveillaud, agissant en sa qualité de mandataire spécial de l'Associé Unique, en vertu d'une procuration donnée le 20 novembre 2014 qui restera annexée aux présentes.

La partie comparante a déclaré:

- souscrire et payer en totalité deux millions soixante mille (2.060.000) PPOR de Classe A pour un montant total de EUR 2.060.000,-;

- payer la Prime d'Emission attachée aux PPOR de Classe A d'un montant de EUR 203.734.000,-;

- allouer au Compte de Réserve Légale liée aux PPOR de Classe A le montant de EUR 206.000,-;

- souscrire et payer en totalité quatre-vingt-dix mille (90.000) PPOR de Classe B pour un montant total de EUR 90.000,-;

- payer la Prime d'Emission attachée aux PPOR de Classe B d'un montant de EUR 8.901.000,-;

- allouer au Compte de Réserve Légale liée aux PPOR de Classe B le montant de EUR 9.000,-;

par l'apport en nature de droits à recevoir d'un montant total de EUR 215.000.000,- (ci-après les «Droits»).



### Description et évaluation de la contribution

La partie comparante a déclaré que:

L'apport en nature a consisté en la pleine propriété des Droits excluant tous droits immobiliers, pour un montant total de EUR 215.000.000.-, ces Droits étant évalués par l'Associé Unique de la Société dans un déclaration rapport d'évaluation (le «Rapport d'Évaluation») en date du 21 Novembre 2014 (la «Date d'Exécution») et confirmée par le conseil de gérance de la Société à la Date d'Exécution.

#### Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de la conversion et de la valeur des Droits a été donnée au notaire instrumentant par une copie de la Déclaration de Valeur et confirmée par le conseil de gérance de la Société.

#### Cinquième résolution

En conséquence des déclarations et des résolutions qui ont précédé, l'Apport ayant été effectué, l'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5 sections 1, 3, 4, 5 et 6 et article 19 section 3 des statuts de la Société comme suit

#### **Art. 5. Capital social.**

«Section 1 Le capital social de la Société est fixé à (EUR 681.302.854,-) six cent quatre-vingt-un millions trois cent deux mille huit cent cinquante-quatre Euros divisé et représenté par (3) trois catégories de parts comme suit: (100.000) cent mille parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de (EUR 1.-) un euro chacune (ci-après dénommées «Parts Ordinaires»), (681.112.854) six cent quatre-vingt-un millions cent douze mille huit cent cinquante-quatre parts privilégiées obligatoirement rachetables de classe A ayant une valeur nominale de EUR 1.-(un euro) chacune (ci-après dénommées «Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A») et (90.000) quatre-vingt-dix mille parts privilégiées obligatoirement rachetables de classe B ayant une valeur nominale de (EUR 1.-) un euro chacune (ci-après dénommées «Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B») (ci-après les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A et les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B collectivement dénommées les «Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables»). Par souci de clarté, les «Parts» dans les présents statuts incluent les Parts Ordinaires et les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables. Les obligations et droits respectifs attachés à chaque catégorie de Parts sont déterminés ci-dessous. Toutes les Parts seront émises sous forme nominative et assorties de droits de vote quelle que soit leur nature et la catégorie à laquelle elles appartiennent.»

«Section 3 La prime d'émission payée sur les Parts Ordinaires, sur les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A ou sur les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B sera comptabilisée sur des comptes de prime d'émission spécifiques, comme suit:

- toute prime payée pour des Parts Ordinaires sera comptabilisée au compte de prime d'émission des Parts Ordinaires (le «Compte de Prime d'Emission des Parts Ordinaires») et demeurera attachée aux Parts Ordinaires pour lesquelles la prime d'émission a été payée;

- toute prime payée pour des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A sera comptabilisée au compte de prime d'émission des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A (le «Compte de Prime d'Emission des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A») et demeurera attachée aux Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe A pour lesquelles la prime d'émission a été payée;

- toute prime payée pour des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B sera comptabilisée au compte de prime d'émission des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B (le «Compte de Prime d'Emission des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B») et demeurera attachée aux Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables de Classe B pour lesquelles la prime d'émission a été payée;

L'apport en capital non rémunéré par des titres effectué par un actionnaire devra être comptabilisé dans des comptes spécifiques distincts, comme suit:

- tout apport en capital lié aux Parts Ordinaires sera comptabilisé dans le compte 115 attaché Parts Ordinaires (le «Compte 115 Parts Ordinaires») et un tel apport restera attaché aux Parts Ordinaires; et

- tout apport en capital lié à une classe de PPOR sera comptabilisé dans le compte 115 lié à cette classe particulière de PPOR (le «Compte 115 de la Classe de PPOR Concernée») et restera attachée à cette classe de PPOR.»

«Section 4 Toutes les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables sont émises sous la forme de parts rachetables au sens de l'Article 49-8 de la Loi. Sans préjudice des conditions requises à l'Article 49-8 de la Loi (incluant, sans limitation, le fait que le rachat des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables peut uniquement être effectué au moyen de sommes disponibles à la distribution conformément à l'Article 72-1 de la Loi (fonds distribuables, y compris toute réserve extraordinaire constituée par des fonds reçus par la Société à titre de prime d'émission) ou de recettes issues d'une nouvelle émission à laquelle il est procédé à des fins de rachat), les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables seront rachetées conformément aux conditions et modalités suivantes:

(i) en toutes circonstances, la Société rachètera toutes les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables alors émises ni converties ni retirées à l'expiration d'un délai de 10 (dix) ans à compter de la date à laquelle ces Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables ont été émises (la «Date Finale de Rachat Obligatoire») à l'exception des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables qui ont été émises antérieurement avec une période de rachat obligatoire plus longue;

(ii) nonobstant la Date Finale de Rachat Obligatoire, et à tout moment avant cette date, le détenteur de Part Privilégiée Obligatoirement Rachetable peut demander (en une ou plusieurs fois) par écrit à la Société le rachat de certaines ou toutes ses Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables; et

(iii) le prix de reprise ou de rachat des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables, que le rachat se fasse à l'initiative de la Société ou à celle du détenteur, sera égal à la valeur nominale des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables, majorée (i) de la prime d'émission (le cas échéant) attachée à cette catégorie de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables et qui est attribuable aux Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables ainsi rachetées, (ii) du Compte 115 de la Classe de PPOC Concernée (le cas échéant) attachée à cette catégorie de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables et qui est attribuable aux Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables ainsi rachetées, (iii) plus un montant correspondant à la portion de la réserve légale obtenue en divisant le montant de la réserve légale par le nombre de Parts émises puis en le multipliant par le nombre de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables rachetées.»

«Section 5 Les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables sont émises sous la forme de parts convertibles en Parts Ordinaires. Les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables seront converties conformément aux conditions et modalités suivantes:

(i) nonobstant la Date Finale de Rachat Obligatoire, le détenteur de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables peut à tout moment avant cette date, demander (en une ou plusieurs fois) par écrit la conversion en Parts Ordinaires; et

(ii) les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables pourront être converties en Parts Ordinaires suivant le ratio suivant: une Part Privilégiée Obligatoirement Rachetable émise par la Société telle qu'évaluée à sa valeur nominale contre le nombre de Part Ordinaires résultant de la valeur de marché de telles parts ordinaires à la date de conversion, égale à la valeur nominale des Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables converties. Aucune fraction de Parts Ordinaires ne sera émise. Le conseil de gérance de la Société peut (en cas de fractions) arrondir à la décimale supérieure ou inférieure au nombre de Parts Ordinaires approprié le plus proche.

La prime d'émission (le cas échéant) attachée aux Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables converties et qui est attribuable à ces Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables ainsi converties sera allouée à la prime d'émission des Parts Ordinaires. Le Compte 115 de la Classe de PPOC Concernée (le cas échéant) attachée aux Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables converties et qui est attribuable à ces Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables ainsi converties sera allouée au Compte 115 Parts Ordinaires. La réserve légale (le cas échéant) attachée aux Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables converties et qui est attribuable à ces Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables ainsi converties sera allouée à la réserve légale des Parts Ordinaires.

Les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables converties seront annulées immédiatement à l'issue de leur conversion.»

«Section 6 Le détenteur de Parts Ordinaires aura droit au paiement de dividendes ou de boni de liquidation (le cas échéant) à condition et dans la mesure où la Société dispose suffisamment d'actifs après chaque paiement de dividendes ou de boni de liquidation, pour racheter les Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables émises (incluant le cas échéant toute prime d'émission y attachées et tout compte 115 y attachées). En toutes autres circonstances, le détenteur de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables n'aura droit à aucun paiement de dividendes. En cas de dissolution de la Société, le rang du détenteur de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables sera subordonné aux dettes encourus par la Société mais sera prioritaire par rapport au détenteur de Parts Ordinaires.»

#### **Art. 19. Dissolution - Liquidation.**

«Section 3 Les pouvoirs du conseil de gérance cesseront par la nomination du(es) liquidateur(s). Après le paiement de toutes les dettes et de tout le passif de la Société ou du dépôt des fonds nécessaires à cet effet, le montant restant sera versé en priorité au détenteur de Parts Privilégiées Obligatoirement Rachetables selon la valeur nominale de telles parts (prime d'émission attachée comprise). Le détenteur de Parts Ordinaires sera alors autorisé à recevoir le montant restant (le cas échéant) au pro rata eu égard au nombre de parts détenues dans le capital social de la Société, par le détenteur de ces parts.»

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelle que forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital s'élève à environ six mille six cents euros (EUR 6.600,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et aucune demande supplémentaire de discussion n'ayant lieu, le président lève la séance.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu et traduit en un langage connu de la partie comparante, connue du notaire par son prénom, nom, état civil et domicile, ladite partie comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte en original.

Signé: REVEILLAUD, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 novembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 55049. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Référence de publication: 2014201722/393.

(140225801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

**Lava Participations S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 166.359.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014203343/10.

(140227010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

**Marsh & McLennan Companies Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 171.057.

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh day of December.

Before Us M<sup>e</sup> Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

MMC International Holdings LLC, a Delaware limited liability company having its principal place of business at 121 River Street, Hoboken, New Jersey 07030 USA, formed in the State of Delaware in the United States of America;

Hereafter duly represented by Isabelle CHARLIER, lawyer, professionally residing at 69, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal.

The said powers of attorney, having been signed *in varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed conjoined with the Luxembourg Trade and Companies' Register.

The appearing party, represented as here above stated, has requested the undersigned notary to state that he is the owner of all the corporate units (the "Sole Member") of the company "Marsh & McLennan Companies Holdings (Luxembourg) S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, having its registered office at 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 171057 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed received by Me Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg on August 13, 2012, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2433 dated September 29, 2012 page 116740, which have been amended several times and for the last time pursuant to a deed received today.

Thus, the Sole Member of the Company, represented as hereabove stated, requested the undersigned notary to state the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Member resolves to increase the corporate capital of the Company by an amount of two hundred forty-three million three hundred twenty-four thousand nine hundred and ninety-seven United States Dollars (USD 243,324,997.-) so as to bring it from its present amount of one billion seven hundred and four million nine hundred thousand four hundred eighty-seven United States Dollars (USD 1,704,900,487.-) represented by forty thousand (40,000) ordinary shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) (the "Ordinary Shares") and by one billion seven hundred four million eight hundred sixty thousand four hundred eighty seven (1,704,860,487) mandatorily redeemable preferred shares, each with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) (the "MRPS"), to the amount of one billion nine hundred forty-eight million two hundred twenty-five thousand four hundred eighty-four United States Dollars (USD 1,948,225,484.-) represented by forty thousand (40,000) Ordinary Shares, each with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) and by one billion nine hundred forty-eight million one hundred eighty-five thousand four hundred eighty-four (1,948,185,484) MRPS, each with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) and having the rights and obligations as set forth in the present resolutions.

### *Subscription and Payment*

There now appears Isabelle CHARLIER, prenamed, acting in her capacity as duly appointed attorney in fact of the company MMC International Holdings LLC, prenamed, represented as here above stated, declares subscribing in its name and on its behalf to the newly issued two hundred forty-three million three hundred twenty-four thousand nine hundred and ninety-seven (243,324,997) MRPS with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.-) each, having the rights and obligations as stated in the present resolutions for an aggregate value of two hundred forty-three million three hundred twenty-four thousand nine hundred and ninety-seven United States Dollars (USD 243,324,997.-) and to make payment in full for such new MRPS by a contribution in kind consisting in the exchange and transfer by the Sole Member of forty-one point seventy-five shares (41.75) of the Sole Member amounting to two hundred forty-three million three hundred twenty-four thousand nine hundred and ninety-seven United States Dollars (USD 243,324,997.-) (the "Sole Member Shares") (the "Subscription")

It results from a valuation report dated December 11, 2014 issued by Joseph P. Gigliotti for and on behalf of the Sole Member (the "Valuation Report") that the value of the Sole Member Shares corresponds at least to the number and value of the newly issued MRPS.

Having acknowledged the above described Subscription, the Sole Member, represented as stated above, expressly agreed with the description of the Subscription, its valuation and confirmed the validity of the Subscription and payment.

The Sole Member, represented as stated above, still declares that there is no legal or conventional limitation in the transfer of the Sole Member Shares to the Company.

The value of the Sole Member Shares has been approved by the board of managers of the Company.

### *Second resolution*

The Sole Member resolves to amend article 5, first paragraph, of the articles of association of the Company which shall henceforth be read as follows:

"The subscribed capital of the Company is set at one billion nine hundred forty-eight million two hundred twenty-five thousand four hundred eighty-four United States Dollars (USD 1,948,225,484.-), represented by forty thousand (40,000) ordinary shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each (the "Ordinary Shares") and by one billion nine hundred forty-eight million one hundred eighty-five thousand four hundred eighty-four (1,948,185,484) mandatorily redeemable preferred shares, each with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) (the "MRPS").

### *Third resolution*

The Sole Member resolves to authorize any manager of the Company to do everything necessary and incidental to the above resolutions.

### *Costs*

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately EUR 6,800.-.

### *Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of the document.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le onze décembre.

Pardevant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

### **A COMPARU:**

MMC International Holdings LLC, une société du Delaware ayant son siège social à c/o Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware, 19801, USA, formed in the State of Delaware in the United States of America dûment représentée par Isabelle CHARLIER, avocat, demeurant professionnellement au 69, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration, signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, représentée de la manière décrite ci-dessus, a demandé au notaire instrumentant de noter qu'elle détient toutes les parts sociales (l'«Associé Unique») de la société «Marsh & McLennan Companies Holdings (Luxembourg) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 74, Rue de Merl, L-2146 Luxembourg,

immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro 171057 (la «Société») constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 12 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 2433 en date du 20 septembre 2012, page 116740 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aujourd'hui.

L'Associé Unique de la Société, représenté comme décrit ci-dessus a demandé au notaire instrumentant de noter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux cent quarante-trois millions trois cent vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept Dollars Américains (USD 243.324.997,-) afin de le porter de son montant actuel de un milliard sept cent quatre millions neuf cent mille quatre cent quatre-vingt-sept Dollars Américains (USD 1.704.900.487,-) représenté par quarante mille (40.000) parts ordinaires ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) (les «Parts Ordinaires») et par un milliard sept cent quatre millions huit cent soixante mille quatre cent quatre-vingt-sept de parts privilégiées obligatoirement rachetables d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune (ci-après les «PPOR»), à un montant de un milliard neuf cent quarante-huit millions deux cent vingt-cinq mille quatre cent quatre-vingt-quatre Dollars Américains (USD 1.948.225.484,-) représentés par quarante mille (40.000) Parts Ordinaires, ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) et de un milliard neuf cent quarante-huit millions cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent quatre-vingt-quatre (1.948.185.484) de PPORs, ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) et ayant les droits et obligations tels que décrits dans les présentes résolutions.

#### *Souscription et paiement*

Apparaît maintenant Isabelle CHARLIER, prénommée, agissant en sa qualité de mandataire dûment nommée par MMC International Holdings LLC, prénommé, représenté tel que décrit ci-dessus, déclare souscrire en son nom et pour son compte à deux cent quarante-trois millions trois cent vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept (243.324.997) de PPORs nouvellement émises ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-), ayant les droits et obligations tels que décrits dans les présentes résolutions, pour une valeur totale de deux cent quarante-trois millions trois cent vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept Dollars Américains (USD 243.324.997,-) et d'effectuer le paiement de la totalité de ces PPORs nouvellement émises, au moyen d'une contribution en nature constituée de l'échange et du transfert par l'Associé Unique de quarante et un virgule soixante-quinze (41,75) action de l'Associé Unique s'élevant à deux cent quarante-trois millions trois cent vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept Dollars Américains (USD 243.324.997,-) (les «Actions de l'Associé Unique») (la «Souscription»).

Il ressort d'un rapport d'évaluation en date du 11 décembre, 2014 émis par Joseph P. Gigliotti, au nom et pour le compte de l'Associé Unique (le «Rapport d'Evaluation») que la valeur des Actions de l'Associé Unique correspond au moins au nombre et à la valeur des PPORs nouvellement émises.

Ayant pris connaissance de la Souscription décrite ci-dessus, l'Associé Unique, représenté tel qu'indiqué ci-dessus, approuve la description de la Souscription, son évaluation et confirme la validité de la Souscription et le paiement.

L'associé Unique, tel que décrit ci-dessus, déclare également qu'il n'y a aucune limite légale ou conventionnelle au transfert des Actions de l'Associé Unique à la Société.

La valeur des Actions de l'Associé Unique a été approuvée par le conseil de gérance de la Société.

#### *Second résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5, paragraphe 1 des Statuts de la Société qui doit être lu comme suit:

«Le capital social de la Société est fixé à un milliard neuf cent quarante-huit millions deux cent vingt-cinq mille quatre cent quatre-vingt-quatre Dollars Américains (USD 1.948.225.484,-) représenté par quarante mille (40.000) parts ordinaires d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune (ci-après les "Parts Ordinaires") et par un milliard neuf cent quarante-huit millions cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent quatre-vingt-quatre (1.948.185.484) de parts privilégiées obligatoirement rachetables d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune (ci-après les «PPOR»).»

#### *Troisième résolution*

L'Associé Unique décide d'autoriser tout gérant de la Société d'effectuer toutes les formalités nécessaires en relation avec les présentes résolutions.

#### *Frais*

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement 6.800,- EUR



### Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par le présent acte qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Isabelle CHARLIER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 15 décembre 2014. Relation GRE/2014/4977. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014201822/153.

(140225945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

---

### **Pierre Finanz Luxembourg S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 23.546.

### CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quatorze, le vingt-six novembre.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de "PIERRE FINANZ LUXEMBURG S.A. SPF", établie et ayant son siège à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, constituée suivant acte reçu en date du 25 novembre 1985, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 6 du 8 janvier 1986, modifiée pour la dernière fois suivant acte du notaire Joseph Elvinger de Luxembourg du 10 décembre 2010, publié au dit Mémorial C, Numéro 389 du 26 février 2011 et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 23.546.

La société a été mise en liquidation suivant acte du notaire Roger ARRENSDORFF de Luxembourg du 21 novembre 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et le liquidateur a fait son rapport à l'assemblée générale extraordinaire sous seing privé du 24 novembre 2014.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Sophie Becker, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 43, boulevard Prince Henri,

qui désigne comme secrétaire Nico Patteet, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg, 16, rue de Nassau,

L'assemblée choisit comme scrutateur Nico Patteet, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg, 16, rue de Nassau.

Le Président expose d'abord que:

I.- La présente Assemblée générale a pour ordre du jour:

1. Rapport du commissaire à la liquidation;
2. Décharge du liquidateur et du commissaire à la liquidation;
3. Clôture de la liquidation;

4. Indication de l'endroit où les livres et documents sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans à partir du jour de la clôture de la liquidation.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence ci-annexée.

Resteront pareillement annexées au présent acte d'éventuelles procurations d'actionnaires représentés.

III.- L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente Assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que l'assemblée générale extraordinaire, tenue en date du 24 novembre 2014, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a nommé en qualité de commissaire vérificateur à la liquidation, la société A.T.T.C. CONTROL S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.362.

Ces constatations faites et reconnues exactes par l'assemblée, celle-ci aborde son ordre du jour et entend le rapport du commissaire à la liquidation sur l'examen des documents de la liquidation et sur la gestion du liquidateur.

Ce rapport conclut à l'adoption des comptes de liquidation et à la décharge du liquidateur.

Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve d'abord les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction, à la société A.T.T.C. MANAGEMENT S.à r.l., établie et ayant son siège social



à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B59.363, de sa gestion de liquidateur de la société.

L'assemblée donne ensuite décharge au commissaire à la liquidation pour l'exécution de son mandat.

L'assemblée prononce finalement la clôture de la liquidation et constate que la société anonyme PIERRE FINANZ LUXEMBURG S.A. SPF a cessé d'exister à partir de ce jour et décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq (5) ans au siège social de la société.

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: BECKER, PATTEET, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 28 novembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 56449. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 17 décembre 2014.

Référence de publication: 2014201944/63.

(140224948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

---

**V.D.O. Maritiem A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-5531 Remich, 35, route de l'Europe.

R.C.S. Luxembourg B 69.039.

L'an deux mil quatorze, le premier décembre,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de la société V.D.O. MARITIEM A.G. avec siège à L-8360 Goetzingen, 3b, rue des Champs, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 69.039, constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 22 mars 1999, publié au Mémorial C numéro 428 du 09 juin 1999, et dont les statuts ont été modifiés aux termes d'une assemblée générale extraordinaire actée par Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange, en date du 19 janvier 2012, publiée au Mémorial C numéro 684 du 14 mars 2012.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Peter VAN DEN OEVER, demeurant à B-3680 Neeroeteren, qui désigne comme secrétaire Madame Manon HOFFMANN, employée privée, demeurant à Differdange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Véronique GILSON-BARATON, employée privée, demeurant à Garnich.

Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires sont renseignés sur une liste de présences, laquelle, après avoir été signée ne varietur, restera annexée aux présentes.

Monsieur le président constate, et l'assemblée approuve, que toutes les 700 actions émises de la société sont valablement représentées, ainsi qu'il résulte de la liste de présences susmentionnée et que tous les actionnaires présents ou représentés renoncent à toute convocation supplémentaire affirmant avoir connu à l'avance l'ordre du jour de la présente assemblée.

Ceci exposé, Monsieur le Président met au vote la résolution suivante qui sera approuvée à l'unanimité:

Siège social:

Le siège de la société est transféré de L-8360 Goetzingen, 3b, rue des Champs, à L-5531 Remich, 35, route de l'Europe, de sorte 2 que la première phrase de l'article 2 des statuts sera désormais libellé comme suit:

**Version allemande:**

«Der Sitz der Gesellschaft ist in Remich»

**Version anglaise:**

«The Company will have its registered office in Remich.»

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite aux membres du bureau, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et résidence, lesdits comparants ont signé ensemble avec Nous notaire la présente minute.

Signé: P. VAN DEN OEVER, M. HOFFMANN, V. BARATON, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 5 décembre 2014. Relation: CAP/2014/4638. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€.

Le Releveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme,

Capellen, le 16 décembre 2014.

Référence de publication: 2014202099/43.

(140225417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

---

**La Parfumerie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 5, rue des Tilleuls.

R.C.S. Luxembourg B 155.402.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014203328/10.

(140227009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Leeverg Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 431.000,00.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 155.483.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014203330/10.

(140227011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**Le 32 Immo Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 130.166.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014203347/10.

(140226986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---

**LVS II Lux XXI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand Rue.

R.C.S. Luxembourg B 191.753.

EXTRAIT

En date du 11 décembre 2014 l'associé unique de la Société a décidé avec effet au 11 décembre 2014 de nommer Monsieur Paul Lawrence, avec adresse professionnelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant B de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2014.

Pour LVS II Lux XXI S.à r.l.

Référence de publication: 2014203416/15.

(140226446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2014.

---